

# LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

## Réforme des retraites : vers un réveil de la combativité ouvrière ?



- **La guerre en Ukraine**
- **Reprise en main en Algérie**
- **États-Unis**
- **Cryptomonnaies**
- **Des articles de Marx et Engels (1851-1862)**

## Au sommaire de ce numéro

Réforme des retraites : vers un réveil de la combativité ouvrière ?	1
Contre la guerre en Ukraine et sa généralisation	4
Algérie : trois ans après la fin du Hirak, une reprise en main	11
États-Unis : après les élections de mi-mandat	17
Cryptomonnaies : le capitalisme miné par la spéculation	25
Les articles de Karl Marx et Friedrich Engels dans le <i>New-York Daily Tribune</i>	31

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site [www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

## Abonnements pour un an (8 numéros)

### Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

### Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

## Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



## Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —  
93501 PANTIN CEDEX

## Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union  
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

[contact@union-communiste.org](mailto:contact@union-communiste.org)

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



## Réforme des retraites : vers un réveil de la combativité ouvrière ?

**En lançant sa nouvelle réforme des retraites, Macron a réussi à mobiliser plusieurs millions de travailleurs, à travers des journées de manifestations, de débrayages et de grèves réussies, dans plus de 250 villes du pays, parfois très petites. En refusant de faire, par avance, quelque concession que ce soit aux demandes des syndicats les plus conciliateurs, il a réussi à réaliser l'unité de toutes les directions syndicales, qui conservent à ce jour l'entière maîtrise de la mobilisation, de son calendrier comme de sa stratégie.**



L'unité syndicale est incarnée par Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, réformiste modéré revendiqué, dont la confédération a accompagné les précédentes réformes des retraites, de celle de Juppé en 1995 à la retraite à points avortée de Macron en 2019, en passant par la réforme Touraine-Hollande en 2014. Affichant son intransigeance sur les 64 ans, dénonçant l'entêtement d'Élisabeth Borne, Laurent Berger a mobilisé les adhérents de sa confédération et aligné dans les manifestations des cortèges bien plus joulus qu'à l'habitude. Il est allé jusqu'à appeler à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars, tout en ajoutant, quand même, qu'il n'appelait pas à la grève reconductible.

Laurent Berger ne s'est pas radicalisé, mais il a pris la mesure de l'opposition à cette réforme et se donne les moyens de

l'encadrer, main dans la main avec les autres confédérations, et en premier lieu la CGT. Fort des antennes que lui donnent les 600 000 adhérents de la CFDT et sa place de premier syndicat aux élections professionnelles, en particulier dans le privé et dans des entreprises moyennes, Berger a pu mesurer le rejet de cette loi qui va obliger des millions de travailleurs à se faire exploiter deux ans de plus, ou à rester plus longtemps au chômage et aux minima sociaux. Il sait qu'à la colère suscitée par cette attaque sur les retraites s'ajoute la flambée des prix, qui plonge des millions de ménages dans l'angoisse de ne pouvoir se chauffer, ni mettre de l'essence dans sa voiture ni se loger ou se nourrir correctement.

En répétant « *La mobilisation est à l'image de la CFDT* », il tire certes la couverture à lui et passe sous silence que l'immense ma-

ajorité des manifestants ne sont ni syndiqués ni attirés par les cortèges de la CFDT. Mais il exprime une réalité : un nombre important de manifestants et de grévistes viennent d'entreprises petites ou moyennes, des milieux employés, techniciens, agents de maîtrise ou cadres, qui participent rarement aux journées nationales de grève. Dans les grandes entreprises où des syndicats pro-patronaux sont majoritaires, et pour lesquels appeler à la grève est un quasi-sacrilège, comme chez Airbus, Stellantis ou Toyota, ces syndicats se sont sentis obligés d'appeler aux manifestations et y ont amené de nombreux travailleurs. Même des travailleurs habituellement peu combatifs refusent l'idée de travailler deux ans de plus. Beaucoup sont révoltés par le fait qu'on va leur imposer, à eux qui créent toutes les richesses, de nouveaux sacrifices, alors que l'argent de l'État coule à flots pour arroser le grand capital.

En organisant et en encadrant la contestation, les chefs des confédérations syndicales, Laurent Berger en tête, sont dans leur rôle de « *lieutenants ouvriers de la classe capitaliste* », pour reprendre la formule du



militant socialiste américain Daniel de Leon reprise par Lénine dans *La maladie infantile du communisme* (le « gauchisme »). La contestation est si bien encadrée que les médias s'étonnent même de la sagesse des défilés, coorganisés avec la police, qui évite toute provocation en se tenant loin des manifestants. Même les black blocs, omniprésents dans les grandes villes ces dernières années, semblent avoir opportunément disparu des cortèges de tête. L'intersyndicale peut d'autant plus garder le contrôle de la mobilisation que celle-ci n'est pas explosive. Si les chiffres des manifestants et des salariés qui débrayent sont élevés, atteignant ceux des meilleures journées de 2010 ou de certaines manifestations de 1995, aucun secteur, pas plus les cheminots que les raffineurs, les travailleurs de l'énergie que ceux des services publics, n'est encore parti en grève à la suite des journées réussies. Les arguments sur le coût de la grève pour les grévistes, largement relayés par les chefs syndicaux pour justifier leur calendrier, indiquent surtout les hésitations de bien des travailleurs à engager un combat qu'ils savent difficile.

Cela peut changer. Un mouvement de masse a sa propre dynamique. Après des années de reculs, de précarisation, de perte de confiance dans leur force collective et même de la conscience d'appartenir à une même classe sociale, les travail-

leurs partent de loin. La réussite des cinq journées de mobilisation a déjà permis à ceux qui y ont participé de prendre conscience qu'ils n'étaient pas tout seuls. Se retrouver à des milliers dans des petites villes, à des dizaines de milliers dans les plus grandes, à un ou deux millions dans tout le pays, permet de sentir qu'on appartient à une force collective qui se voit, qui agit, qui proteste. L'appel de l'intersyndicale à faire du 7 mars une journée de grève générale massive, « une France à l'arrêt », les appels de plusieurs syndicats, dans plusieurs secteurs, comme la RATP, l'énergie, la chimie, à partir en grève reconductible à partir du 7 mars, donneront peut-être l'impulsion et la confiance en eux à un nombre significatif de travailleurs pour entrer réellement dans la lutte.

Tous les militants ouvriers, tous les travailleurs conscients doivent bien sûr agir à leur niveau pour convaincre leurs collègues de travail et leurs proches d'engager le combat. Car la seule voie pour faire reculer le gouvernement, c'est qu'un secteur qui pèse suffisamment dans l'économie entre réellement en grève et en entraîne d'autres. Il faudra que la mobilisation s'étende et s'approfondisse dans les entreprises du privé, et notamment dans les bastions que sont les grandes entreprises. Il ne suffira pas de compter sur les cheminots ou ceux des raffineries pour se battre à la place de tous les autres.

Instaurer un rapport de force favorable aux travailleurs, ce n'est certainement pas organiser « le blocage du pays », selon le vocabulaire sciemment trompeur des journalistes, des dirigeants politiques ou syndicaux, qu'ils en soient partisans ou adversaires. La force des travailleurs, c'est qu'ils font tout fonctionner. S'ils se mettent massivement en grève, tout s'arrête, car ils sont irremplaçables.

Mieux encore, ils ont la capacité de tout faire fonctionner selon leurs propres priorités, s'ils prennent le contrôle des moyens de production et de transport. Ils peuvent par exemple couper le courant aux propriétés de Bernard Arnault ou à une usine d'armement, et le rétablir à des familles qui ne peuvent plus payer leurs factures. Dans la lutte en cours, ce qui pourrait faire reculer Macron, c'est la crainte que la mobilisation affecte la pompe à profits, et que le grand patronat craigne que les travailleurs ne s'arrêtent pas à la seule question des retraites mais présentent la liste de toutes leurs doléances. Face à une telle menace, face au risque de développement d'une grève générale, c'est le Medef qui ordonnera à Macron de remballer sa réforme sans délai.

Si le mouvement prenait cette orientation et cette ampleur, on verrait les confédérations syndicales, et pas seulement celles dites réformistes comme la CFDT, mettre tout leur poids pour l'arrêter et le canaliser vers des voies de garage, comme elles l'ont fait moult fois dans le passé. C'est pourquoi la tâche actuelle des militants révolutionnaires est de politiser le maximum de travailleurs, d'élever leur niveau de conscience, en profitant du climat engendré par la mobilisation contre les retraites, pour préparer l'avenir. Il faut multiplier les discussions, sous toutes les formes, sur tous les sujets qui concernent le sort et l'avenir de notre classe.

Cela commence par comprendre que Macron n'est qu'un serviteur politique de la bourgeoisie, un exécutant remplaçable de ses intérêts généraux immédiats ou plus lointains. Dans cette période de crise économique générale, où la rivalité entre les grands groupes internationaux pour se partager la plus-value, accéder aux marchés, à l'énergie, aux matières premières, fait rage, la feuille de



route de tous les gouvernements bourgeois, dans tous les pays, est simple : réduire au maximum la part de richesses qui revient aux classes populaires, sous toutes les formes, pour augmenter la part versée directement aux capitalistes. Le grand patronat se moque de savoir comment les politiciens s'y prennent pour exécuter ce programme, s'ils choisissent de tailler davantage dans les retraites que dans le budget des écoles ou des hôpitaux. Mais ils veulent que la saignée se fasse sans crise sociale. Si un mouvement de grève contagieuse éclate, le patronat demandera à son fondé de pouvoir à l'Élysée de remballer sa loi. Mais ce sera pour repartir à l'attaque, plus tard, dès qu'ils le pourra. Pour en finir aussi bien avec la pauvreté, le chômage, les bas salaires qu'avec les me-

naces guerrières et les guerres réelles, il faudra tôt ou tard engager le combat à un niveau supérieur, pour contester la direction de la société à la classe capitaliste, et il faut s'y préparer dès maintenant.

Ce n'est évidemment pas la perspective proposée par les partis représentés au Parlement. Ces partis aspirent à remplacer au pouvoir Macron et sa bande et présentent la réforme des retraites comme un simple choix idéologique de Macron. Le spectacle puéril donné pendant quinze jours par les députés lors de l'examen du projet de loi a été une leçon de choses sur l'impuissance et la fatuité des parlementaires et, pour reprendre l'expression de Marx et de Lénine, leur crétinisme. Du côté des partisans de la réforme, ceux de LR ont marchandé ligne par ligne leur soutien aux macronistes qui, pour leur part, n'ont cessé de mentir et d'afficher leur mépris social. Du côté des opposants déclarés, ceux du RN, qui se prétendent opposés à la réforme, se sont contentés de déposer une motion de censure symbolique, tout en se démarquant des manifestations et plus encore des grèves. Ils font le grand écart entre la fraction ouvrière de leur électorat, hostile à cette réforme, et leurs électeurs proches des milieux patronaux, qui haïssent la grève. Ceux de la Nupes, et particulièrement de LFI, ont déposé près de 20 000 amendements, pour organiser un jeu d'obstruction dans lequel chaque député a tenté de capter la lumière. Ils ont affiché leur rivalité avec les confédérations syndicales pour prendre

la direction de la contestation, déclenchant tour à tour l'agacement de Berger (« spectacle honteux et désolant à l'Assemblée ») puis de Martinez (« LFI veut s'appropriier le mouvement social et faire passer les syndicats au second plan »).

Les chefs syndicaux et les députés de gauche jouent chacun sa partition mais ils sont tous, chacun dans son registre, des défenseurs de l'ordre social. Les travailleurs doivent se méfier des uns et des autres. Si un mouvement de grève sérieux démarre après le 7 mars, il faudra que les grévistes contrôlent collectivement le mouvement, par l'intermédiaire des assemblées générales de grévistes et par des comités de grève élus démocratiquement. C'est aux travailleurs mobilisés et à eux seuls de décider comment la lutte peut aller jusqu'au bout de ses possibilités. Et si le mouvement de grève, celui-là ou un prochain, se transformait en une contestation politique plus profonde, comme en 1936, il faudrait que les comités de grève se transforment en conseils ouvriers, organes du pouvoir des travailleurs. Si une telle perspective n'est pas aujourd'hui à l'ordre du jour, préparer l'avenir, c'est en discuter le plus largement possible avec le maximum de travailleurs. Cela peut contribuer à approfondir la conscience de classe d'un nombre plus grand de travailleurs, afin que le réveil de la combativité s'accompagne d'une prise de conscience politique et renforce le courant révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

20 février 2023



## Contre la guerre en Ukraine et sa généralisation

**Il y a un an, le 24 février 2022, Poutine ordonnait à son armée d'envahir l'Ukraine. Pour la dénazifier, disait-il, en pointant l'influence qu'y ont acquise des nationalistes héritiers du banderisme, ce courant pronazi qui massacra Juifs, Russes et Polonais de 1941 à 1945. En réalité, il voulait balayer le gouvernement à Kiev, faute d'avoir pu le faire renoncer à la perspective d'adhérer à l'OTAN, donc de laisser celle-ci installer ses missiles à 700 kilomètres de Moscou.**

Un an plus tard, l'armée de Poutine tient 20% du territoire ukrainien, son économie a résisté aux sanctions occidentales, mais Poutine n'a pas atteint son objectif. Et lui, qui nie jusqu'à l'existence d'une nation ukrainienne, aura, par son sanglant mépris des peuples, contribué à ce que s'affirme le sentiment d'appartenir à l'Ukraine, alors qu'il peinait à prendre corps malgré les efforts du pouvoir et des nationalistes.

L'échec relatif de Poutine résulte, entend-on souvent, de la mobilisation d'un peuple dressé pour défendre sa patrie, rien de tel ne motivant les soldats russes. Certes. Mais ce n'est qu'une partie de la réalité. Si l'Ukraine a tenu bon, malgré une industrie et une armée a priori moins fortes que celles du Kremlin, elle le doit avant tout à la trentaine de membres de l'OTAN, dont les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, qui l'ont armée, financée et soutenue de bien des façons. Et ils ne cessent de surenchérir en ce domaine, tel Biden encore le 20 février à Kiev.

Quand les pays de l'OTAN livrent à l'Ukraine des armements de plus en plus sophistiqués, de plus en plus efficaces, ils poursuivent un objectif immé-

diat proclamé: éviter la défaite de l'Ukraine et faire durer la guerre afin d'affaiblir la Russie, et si possible la mettre à genoux. Cela pour montrer au monde entier ce qu'il en coûte de ne pas s'incliner devant l'ordre impérialiste. Les propos de Biden à Varsovie: «*L'Ukraine ne sera jamais une victoire pour la Russie*», son refus affiché de toute négociation avec Poutine, le fait que les dirigeants occidentaux ont tous adopté la même pos-

ture et le même langage ces derniers temps, tout cela va dans le même sens.

Mais le conflit en cours n'est pas la principale raison d'une escalade que l'Occident mène tambour battant. Il fait aussi office de toile de fond pour une mise en ordre de bataille des esprits, ne serait-ce que par la banalisation d'une guerre qui s'installe pour durer, dans une Europe qui n'en avait plus connu depuis 1945, exception



**Depuis plusieurs années, le gouvernement de Kiev impose aux enseignants de faire chanter chaque matin l'hymne national ukrainien aux écoliers, ici dans le Donbass.**

faite des bombardements de la Serbie par l'OTAN, il y a un quart de siècle. Une mise sur le pied de guerre qui vaut aussi pour les économies de chaque pays, dans un monde capitaliste qui s'enfonce dans la crise sans que ses dirigeants y voient d'issue. Certes, les dirigeants du monde capitaliste n'ont pas encore choisi la fuite en avant vers une conflagration généralisée, comme celle qui conduisit à la Première et à la Deuxième Guerre mondiale, mais rien ne garantit que le conflit ukrainien ne risque pas, à tout moment, de précipiter l'humanité dans une nouvelle guerre mondiale.

Il sert déjà de terrain d'entraînement aux États impérialistes pour préparer l'éventualité d'un affrontement dit de haute intensité, que les états-majors militaires et politiques envisagent explicitement. Il sert aussi aux chefs de file de l'impérialisme à renforcer des blocs d'États alliés, avec leurs réseaux de bases sur le pourtour de la Russie et de la Chine, sommant les autres États de se rallier à ces alliances militaires et d'adopter des trains de sanctions contre la Russie, même quand cela va à l'encontre de leurs intérêts et de ceux, sonnants et rébuchants, de leurs capitalistes. On le constate pour l'arrêt des importations de gaz et de pétrole russes, l'interdiction de commercer avec la Russie, d'y maintenir des activités industrielles, ce qui pénalise des pays européens, dont l'Allemagne et la France, mais profite aux États-Unis.

Si un fait nouveau, capital pour l'avenir de l'humanité, s'est fait jour au feu de cette guerre, c'est l'évolution rapide de la situation mondiale dans le sens de sa militarisation. Et cela rappelle avec force ce qu'ont d'actuel les paroles que Jaurès prononça juste avant le début du premier carnage mondial : « *Le capitalisme porte en lui la*



EVGENIY NALOILETKA/AP

**Des chars ukrainiens et des véhicules des observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), dans la cour d'un immeuble à Avdiivka, dans l'est de l'Ukraine, le 1<sup>er</sup> février 2017.**

*guerre comme la nuée porte l'orage.»*

### UNE GUERRE ANNONCÉE DE LONGUE DATE

Poutine a répondu de façon monstrueuse à la pression continue de l'impérialisme en Europe de l'Est en lançant ses missiles et ses tanks sur l'Ukraine le 24 février 2022. Mais c'est l'impérialisme qui s'est préparé depuis longtemps à aller à la confrontation, à plonger tôt ou tard l'Ukraine dans la guerre, donc à faire de ses habitants les otages d'une rivalité qui les dépasse, car elle oppose le camp mené par les États-Unis à la Russie, avec son dictateur, ses bureaucrates et ses oligarques pillards. D'un côté ou de l'autre, il n'y a nulle place pour le droit des peuples à décider de leur destinée, même si on veut nous le faire croire.

L'ex-chancelière Angela Merkel n'en croit rien. Elle le dit dans une interview<sup>1</sup> où elle revient sur la crise qui s'ouvrit en février 2014, quand le président ukrainien d'alors, contesté par la rue et surtout lâché par des secteurs de la bureaucratie et de l'oligarchie, dut s'enfuir. Le pouvoir issu du Maïdan<sup>2</sup> s'alignant sur les États-Unis, Poutine récu-

péra alors la Crimée et poussa le Donbass à faire sécession. Les accords de Minsk, que Merkel parrainait avec Hollande et auxquels avaient souscrit Moscou et Kiev, devaient régler pacifiquement le différend, prétendait-elle à l'époque. Elle avoue désormais qu'il s'agissait d'un leurre. « *Poutine, explique-t-elle, aurait [alors] pu facilement gagner. Et je doute fortement que l'OTAN aurait eu la capacité d'aider l'Ukraine comme elle le fait aujourd'hui. [...] Il était évident pour nous tous que le conflit allait être gelé, que le problème n'était pas réglé, mais cela a justement donné un temps précieux à l'Ukraine.* » Et à l'OTAN pour préparer l'affrontement avec Moscou.

Le conflit couvait depuis l'effondrement de l'URSS en 1991. Dès ce moment-là, États-Unis et Union européenne furent à la manœuvre pour aspirer l'Europe de l'Est dans l'orbite de l'OTAN. Des conseillers de la Maison-Blanche expliquaient qu'il fallait détacher l'Ukraine de la Russie, pour que celle-ci n'ait plus les moyens de redevenir une grande puissance. Or, après les années Eltsine (1991-1999), d'effondrement économique, d'éclatement de l'État et de vassalisation humiliante du pays par l'Occident, Poutine et

1 Die Zeit du 7 décembre 2022.

2 Place de Kiev, devenue le centre des affrontements et de la contestation.

la bureaucratie russe voulaient restaurer la Grande Russie.

Une première tentative de l'Occident pour aspirer l'Ukraine eut lieu en 2004 sous l'égide du tandem Iouchtchenko-Timochenko, tombeur du pro-russe Ianoukovitch. Elle tourna court, la population, dégoûtée, finissant par rappeler Ianoukovitch. Elle allait le chasser à nouveau en 2014. Cette fois fut la bonne pour le camp occidental et signifiait la guerre : dans le Donbass, que l'armée de Kiev et des troupes d'extrême droite disputaient aux séparatistes, elle fit 18 000 morts et des centaines de milliers de réfugiés. Huit ans plus tard, tout le pays bascula dans l'horreur.

Les dirigeants américains et européens savaient que Moscou ne pouvait accepter une Ukraine devenue la base avancée de l'OTAN. Ils savaient quels risques mortels leur politique impliquait pour les Ukrainiens, et pour la jeunesse russe que Poutine enverrait tuer et se faire tuer. Cette guerre, l'OTAN l'avait rendue inéluctable depuis 2014, en armant, entraînant, conseillant l'armée ukrainienne et les troupes des nationalistes fascistes.

Les dirigeants occidentaux n'en avaient cure, car faire la

guerre avec la peau des peuples est une constante de la politique des puissances coloniales, puis impérialistes. On le vérifie encore une fois dans le sang et la boue des tranchées en Ukraine, dans les ruines des HLM de Kharkiv, Kherson ou Donetsk que les missiles des uns ou des autres ont fait s'effondrer sur leurs habitants. N'en déplaise aux médias d'ici qui ressassent la fable d'un conflit soudain opposant le petit David ukrainien isolé et désarmé qu'agresserait sans raison le grand méchant Goliath russe. À l'occasion du premier l'anniversaire de l'invasion de l'Ukraine, on a eu droit au rouleau compresseur d'une propagande sans fard dans les médias. Il y aurait le camp du Mal (la Russie, l'Iran et surtout la Chine), face au camp du Bien, celui des puissances qui, dominant la planète, y garantissent la pérennité du système d'exploitation capitaliste au nom de la démocratie ou de la sauvegarde de pays comme l'Ukraine, dès lors qu'ils leur font allégeance.

Cette propagande massive vise à s'assurer que l'opinion publique adhère sans réserve à ce qu'on lui présente comme la défense d'un peuple agressé, en fait, à la guerre que mènent les grandes puissances par Ukrai-

niens interposés. Car, au-delà de ce qu'il adviendra de la Russie et du régime de Poutine – une des préoccupations contradictoires des États impérialistes, qui disent vouloir la victoire de Kiev tout en craignant qu'une défaite de Poutine déstabilise de façon incontrôlable la Russie et son « étranger proche » – ces mêmes États visent un objectif au moins aussi important pour eux. Ils veulent enchaîner à leur char de guerre leur propre population, dans le cadre ukrainien, tout en ayant en vue des conflits plus larges à venir.

En fait, le conflit ukrainien a tout du prologue d'un affrontement plus ou moins généralisé, dont politiques, généraux et commentateurs désignent déjà la cible principale : la Chine. Ainsi, *Les Échos* du 15 février a mis à sa une un article qui titrait : « Pour l'Amérique, la Chine redevient l'ennemi numéro un », après que « la guerre en Ukraine [avait un temps détourné son attention] de la confrontation » avec la Chine.

## D'UNE GUERRE À UNE AUTRE PLUS VASTE

Déjà, les steppes, les villes et le ciel d'Ukraine servent autant aux états-majors et industriels occidentaux à affronter la Russie, par soldats ukrainiens interposés, qu'à tester sur le vif leurs blindés, pièces d'artillerie, systèmes de commandement, de communication, d'interception, de renseignement, et à en tirer les leçons voulues. Ils y voient aussi une aubaine pour se débarrasser de munitions et d'engins plus ou moins anciens que les combats vont consommer. Conséquence favorable pour eux, cela justifie l'escalade des livraisons d'armes et, de ce fait, l'explosion des budgets militaires afin de doper les industries de guerre.

Cette conjoncture permet à des États d'engranger des com-



Des recrues russes marchent pour prendre un train dans la gare de Prudboï, dans la région de Volgograd en Russie, le jeudi 29 septembre 2022.

mandes, parfois énormes, de pays dépendants de protecteurs plus puissants et des leaders des marchés de l'armement. Ainsi, Varsovie a envisagé de donner à Kiev des vieux Mig-29 de conception soviétique pour les remplacer par des F-16 américains, et promis de lui livrer d'anciens chars Leopard, qu'elle remplacera par de nouveaux modèles. Évidemment, cela ne fait l'affaire ni de Dassault ni du char Leclerc français qui peine à trouver preneur. C'est que, même alliés au sein de l'OTAN, voire soucieux d'afficher leur unité, comme Biden l'a souligné lors de la promesse que lui et Scholtz ont voulue simultanée de livrer des tanks à Kiev, les États impérialistes restent rivaux sur ce terrain, comme sur d'autres. Les États-Unis se réservent la part du lion, avec des commandes d'armement qui ont doublé en 2022, à la mesure de leur puissance industrielle, de leur suprématie militaire... et des guerres à venir.

Ces commandes d'armes pour l'Ukraine, qui s'ajoutent à celles que l'on dit destinées à remettre à niveau chaque armée occidentale, servent autant à tenir la dragée haute à Poutine qu'à transformer à vitesse accélérée les économies occidentales en « économies de guerre », selon les termes même du programme que se sont fixé les ministres de la Défense des pays de l'OTAN, lors de leur sommet des 14-15 février à Bruxelles. Depuis des mois, les dirigeants politiques occidentaux et plus encore les chefs de leurs armées discutent publiquement et concrètement d'une guerre généralisée qu'ils savent s'approcher. Ainsi, à Brest, l'amiral Vandier, chef d'état-major de la Marine, a lancé à la nouvelle promotion d'élèves-officiers : « *Vous entrez dans une Marine qui va probablement connaître le feu à la mer.* » Certains avancent même une date pour cela, tel le général Minihan, chef des opérations aériennes aux États-Unis :



Des membres de structures de commandement de l'OTAN, lors de leur dernière réunion de coordination opérationnelle, à Naples, les 13 et 14 février.

« *J'espère me tromper, mais mon intuition me dit que nous nous affronterons en 2025* » avec la Chine.

#### UKRAINE : UN EFFROYABLE BILAN HUMAIN, SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

En attendant, la guerre en Ukraine a déjà tué ou blessé 180 000 militaires russes, à peine moins de soldats ukrainiens, et tué plus de 30 000 civils, estime le chef de l'armée norvégienne, membre de l'OTAN. 7,5 millions d'Ukrainiens ont trouvé refuge en Pologne, Slovaquie, Autriche, etc., et en Russie. Parmi eux se trouvent une écrasante majorité de femmes et d'enfants, car les hommes de 18 à 60 ans, mobilisables, ont l'interdiction de quitter le territoire. Il y a aussi plusieurs millions de déplacés dans le pays même.

De nombreuses villes, grandes ou petites, ont été bombardées, parfois rasées, les infrastructures énergétiques partout frappées, ce qui a plongé la population dans l'obscurité et le froid. Le montant des destructions de routes, ponts, voies ferrées, ports, aéroports, entreprises, écoles, hôpitaux, logements... atteignait 326 milliards de dollars, selon ce qu'estimait le Premier ministre en septembre dernier. Ce montant, déjà colossal, n'a pu que croître

depuis, ne serait-ce que parce qu'il s'accompagne d'énormes détournements qu'ont effectués et que vont effectuer ministres, généraux, bureaucrates et oligarques ukrainiens.

Zelensky a reconnu la corruption de l'appareil d'État jusqu'au sommet quand il a limogé une partie de son gouvernement, dont les ministres de la Défense et de la Reconstruction, et plusieurs très hauts dirigeants. Cela ne change rien à la nature d'un État qui, source principale des nantis comme en Russie, est l'un des plus corrompus au monde : plus que l'État russe, dit-on, ce qui n'est pas rien. En fait, Zelensky n'avait pas le choix : une commission américaine de haut niveau avait débarqué à Kiev pour vérifier ce que devenait l'aide colossale fournie par l'oncle d'Amérique. Après tout, même si l'État américain est richissime, il a aussi ses bonnes œuvres (industriels de l'armement, financiers, capitalistes de haut vol) et ne veut pas qu'une trop grosse part des profits de guerre file dans poches des bureaucrates, oligarques et maffieux ukrainiens.

Et puis, au moment même où l'Occident annonçait fournir des tanks à l'État ukrainien, il ne s'agissait pas que le régime apparaisse pour ce qu'il est : celui de bandits prospérant sur le dos de la population. Cela

SIMON SÉGUIN-BERTRAND



**Konstantin, qui allait avoir trente ans, tué au front à Lougansk, va être enterré dans son village, à Jornivka (18 février 2023).**

s'adressait moins à l'opinion occidentale, qui ne connaît de la situation que ce qu'en disent les médias, qu'à la population ukrainienne. Victime des bombardements et exactions de l'armée russe, elle se rend compte qu'elle est aussi la victime des parasites de la haute bureaucratie, des ministres véreux ou des généraux voleurs. Et l'union sacrée n'a pas fait disparaître les passe-droits qui permettent aux nantis de profiter en paix de leur fortune à l'étranger, tandis que leurs sbires de la police raflent les hommes, valides ou pas, pour le front.<sup>3</sup> Les résistances que cela provoque ici ou là n'ont rien pour étonner dans un tel contexte, d'autant que, si l'armée a d'abord pu compter sur des volontaires, ceux qu'elle mobilise maintenant n'en font, par définition, pas partie.

Tout à leurs commentaires dithyrambiques sur un régime censé incarner la démocratie et l'unité d'un peuple derrière ses dirigeants, les médias français<sup>4</sup> préfèrent tirer un voile pudique sur des faits qui pourraient gâcher leur tableau mensonger.

## CATASTROPHE SOCIALE

En 1991, lorsque l'URSS s'effondra, minée par l'activité de millions de bureaucrates lan-

cés à la curée sur la propriété étatisée tandis que leurs chefs se taillaient des fiefs nationaux où ils régneraient sans plus avoir de comptes à rendre, les dirigeants ukrainiens faisaient partout placarder « Nous sommes 52 millions. » C'était censé rassurer un pays devenu indépendant, sans l'avoir vraiment voulu, dont la population se retrouvait coupée de la Russie à laquelle l'unissaient une longue histoire commune et une économie construite de façon intégrée, interdépendante et sur les mêmes bases durant plus de 70 ans d'existence de l'Union soviétique.

En guise de saut dans un monde meilleur que promettait la propagande, pour la population ce fut un plongeon dans la misère, le chaos, le chômage, le gangstérisme au pouvoir. Avec la chute brutale de son niveau de vie, l'espérance de vie s'effondra, la mortalité s'envola. La population diminua en valeur absolue, comme en Russie, sans que la relative stabilisation, qui finit par arriver, inverse la tendance. À la veille de la guerre, l'Ukraine comptait donc 45 millions d'habitants, dont des millions d'émigrés économiques saisonniers ou à temps plein. Un an après, il n'y en a plus que 38 millions.

Combien d'Ukrainiens partis à

l'étranger pourront ou voudront revenir, à quelle échéance ? Cela dépendra du cours de la guerre, dont nul ne sait quand elle finira. Mais, quelle qu'en soit l'issue, elle ne mettra pas un terme à la catastrophe démographique qui frappe le pays depuis trente ans, une situation qu'il partage avec la plupart des ex-républiques soviétiques, et dont les racines sont sociales et économiques. Le régime de la bureaucratie russe et de ses oligarques milliardaires, lui-même bien mal en point socialement et économiquement, corrompu, policier et antiouvrier, ne peut représenter aucun avenir pour la population ukrainienne, même russophone. Quant au régime qu'incarne Zelensky, ce chargé de pouvoir des grandes puissances et de leurs trusts qui lorgnent sur les richesses agricoles et minières de l'Ukraine ainsi que sur sa main-d'œuvre qualifiée, afin de l'exploiter avec des salaires misérables, ce qui a commencé dès 2014, le conflit lui a sans doute sauvé la mise, au moins dans un premier temps. Comme dans toute guerre, la population s'est retrouvée bon gré mal gré derrière un pouvoir qui se faisait fort de la défendre. Mais gageons que de larges pans des classes populaires n'ont pas oublié pour autant ce qu'avait fini par leur inspirer cet acteur

<sup>3</sup> À cause de lourdes pertes, Kiev a appelé plus de 30 000 conscrits en janvier, bien plus que les mois précédents.

<sup>4</sup> Il y a des exceptions. Ainsi, le 15 février, LCI avait invité une reporter de *L'Obs* qui rapportait, malgré sa sympathie pour le camp ukrainien, y avoir vu des cas de mutineries de soldats et de violences infligées à des prisonniers russes.

devenu président, qui avait joué au « serviteur du peuple »<sup>5</sup> pour mieux préserver les intérêts des nantis.

S'affrontant sur le terrain par peuples interposés, les dirigeants occidentaux, représentants d'une bourgeoisie impérialiste qui domine le monde, les dirigeants russes, représentants des parasites qui exploitent les travailleurs de Russie, les dirigeants ukrainiens, représentants de leurs oligarques autant que des trusts occidentaux, sont tous des ennemis des classes populaires, de la classe ouvrière. Et les travailleurs, où qu'ils se trouvent, quelle que soit leur nationalité, leur langue ou leur origine, n'ont aucune solidarité à avoir, sous quelque prétexte que ce soit, avec « l'ennemi principal qui est toujours dans notre propre pays », comme disait le révolutionnaire allemand Karl Liebknecht en 1916, en pleine Première Guerre mondiale.

## PARTOUT, LA MARCHÉ À UNE ÉCONOMIE DE GUERRE

Le 6 février, Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, qui présentait ses priorités pour 2023, a déclaré qu'en Ukraine « les perspectives de paix ne cessent de se réduire [tandis que] les risques d'une escalade et

*d'un carnage supplémentaires ne cessent d'augmenter* ». Et d'ajouter : « *Le monde se dirige les yeux grand ouverts [vers] une guerre plus large.* »

On vient d'en avoir la confirmation au sommet des ministres de la Défense des membres de l'OTAN. Il leur a été demandé, selon *Les Échos*, « de passer en économie de guerre », de relancer et activer la production d'armements, et d'abord d'obus, de chars et de pièces d'artillerie, pour faire face à « une guerre d'usure » en Ukraine. Et de préciser que si, il y a dix ans, les États-Unis demandaient à leurs alliés de monter leurs dépenses militaires à 2% de leur produit intérieur brut, ce chiffre est désormais considéré comme un plancher que beaucoup ont dépassé. La conférence sur la sécurité en Europe qui a suivi, à Munich, a réuni la plupart des dirigeants européens et mondiaux pour aller dans le même sens.

C'est ce qu'ils font en cherchant à persuader leur population de l'inéluctabilité de la guerre; en lui désignant comme ennemis certains pays, au premier rang desquels la Russie et la Chine; en déployant une propagande insidieuse mais permanente dans les médias autour de thèmes guerriers; en mettant l'accent sur la préparation de la jeunesse à servir « sa » nation,

à la défendre, sans jamais dire qu'il s'agira de la transformer en chair à canon pour les intérêts des classes possédantes. Le gouvernement français s'en charge avec son Service national universel, qui vise à apprendre à des jeunes à marcher au pas, avec des reportages télévisés plus ou moins suscités sur le service à bord de navires de guerre, sur des régions sinistrées (Saint-Étienne) où la reprise de la production d'armes ferait reculer le chômage. Le nouveau ministre allemand de la Défense se situe sur le même terrain, lui qui veut rétablir le service militaire et faire de la Bundeswehr la première armée du continent grâce aux 100 milliards de hausse de son budget.

En juin dernier, Macron avait annoncé la couleur avec son plan Économie de guerre doté par l'État de 413 milliards sur sept ans. Il fallait « aller plus vite, réfléchir différemment sur les rythmes, les montées en charge, les marges, pour pouvoir reconstituer plus rapidement ce qui est indispensable pour nos armées, pour nos alliés ou pour celles [comme en Ukraine] que nous voulons aider ». Et, s'adressant aux dirigeants de l'organisme qui regroupe les 4 000 entreprises du secteur militaire, il leur avait promis des décisions et, surtout, des investissements. Pour les profits, la guerre est belle...

Bien au-delà du conflit ukrainien, la cause profonde de l'envolée des budgets militaires est à chercher dans la crise du système capitaliste mondial, qui va s'aggravant sans que quiconque dans les milieux dirigeants de la bourgeoisie en Europe et en Amérique sache comment y faire face. Comme à chaque fois que le monde se trouve confronté à une telle situation, la bourgeoisie et ses États en appellent à l'industrie d'armement pour relancer l'économie. Car, grâce au budget militaire des États,



**Le nouveau modèle du Rafale, en cours de livraison à l'armée française. Le gouvernement vient de doubler sa commande à Dassault Aviation, Safran et Thales.**

5 Série télévisée qui rendit Zelensky célèbre par l'honnêteté qu'il incarnait face aux nantis ukrainiens.

elle échappe à la chute de la demande qui affecte les secteurs frappés par la baisse du pouvoir d'achat des couches populaires et, en dopant le reste de l'économie par des commandes de machines, de logiciels, de matériaux, de matières premières, etc., la bourgeoisie peut espérer que cela l'aidera à maintenir le taux de profit général.

Régulièrement, tel ou tel dirigeant dit se préoccuper des risques que cela comporte de placer la vie des nations sur de tels rails, surtout en présence d'une guerre ouverte. Alors, à Munich, le ministre chinois des Affaires étrangères a présenté un plan dit de paix pour l'Ukraine. Un conseiller célèbre de plusieurs présidents américains, Henry Kissinger, a publié le sien fin décembre<sup>6</sup>. Il proposait d'établir « une ligne de cessez-le-feu » qui garantisse à la Russie « le territoire qu'elle a occupé il y a près de dix ans, y compris la Crimée », avec ensuite des « référendums d'autodétermination [dans les] territoires particulièrement divisés » afin, à terme, de « confirmer la liberté de l'Ukraine et définir une nouvelle structure internationale [pour] l'Europe » de l'Est, ajoutant – il veut y croire – : « La Russie devrait finir par trouver une place dans un tel ordre » mondial.

Sur le fond, il s'agirait de lui concéder des gains territoriaux dont Poutine puisse se targuer. Cela éviterait au pouvoir russe d'être déstabilisé, mais il le paie-

rait en devant accepter ce qui est le but des États-Unis depuis des décennies : le basculement de l'Ukraine dans leur camp. Discuter de la chose n'aurait aucun sens, et d'abord parce que les dirigeants occidentaux refusent pour l'instant de négocier avec Poutine. Mais, même quand certains prétendent chercher une solution de paix à une guerre que leur politique a suscitée, la logique de leur politique d'armement continu de l'un des deux camps sur le terrain, celle de la militarisation de l'économie de nombreux pays sur fond d'une crise générale dont l'évolution leur échappe, tout cela fait que, de la guerre en Ukraine à un conflit plus large, la distance pourrait être bien plus courte qu'on ne le croit.

Contrairement à ce qu'affirme Guterres, ce n'est pas toute l'humanité qui avance vers l'abîme les yeux grands ouverts. Les dirigeants politiques de la bourgeoisie ne peuvent pas ne pas voir ce qu'ils trament, eux, et dans quels intérêts, ceux de la bourgeoisie. Cela, ils le discernent en tout cas bien mieux que les masses du monde entier, auxquelles on masque la réalité, ses enjeux et son évolution qui s'accélère.

Oui, en Ukraine, en Russie, comme partout ailleurs, le niveau de la conscience et de l'organisation de la classe ouvrière est très en retard sur cette course à la guerre dans laquelle la bourgeoisie engage l'humani-



## Une seule guerre vaut d'être menée, celle des travailleurs pour leurs intérêts



té. Et plus encore au regard de ce qu'il faudrait pour l'enrayer, la transformer en guerre de classe pour l'émancipation des travailleurs du monde entier.

C'est ce que firent les bolcheviks en Russie en 1917, en pleine guerre mondiale. C'est sur cette voie qu'il faut que s'engagent, en communistes révolutionnaires et internationalistes, en militants de la seule classe porteuse d'avenir, le prolétariat, toutes celles et tous ceux qui veulent changer le monde avant qu'il ne précipite à nouveau l'humanité dans la barbarie. Alors, pour paraphraser ce que Lénine disait de la révolution d'Octobre : « *Après des millénaires d'esclavage, les esclaves dont les maîtres veulent la guerre leur [répondront] : Votre guerre pour le butin, nous en ferons la guerre de tous les esclaves contre tous les maîtres.* »<sup>7</sup>

21 février 2023

6 Dans *Spectator* du 17 décembre 2022.

7 Intervention de Lénine, le 17 octobre 1921 à Moscou, au congrès des Comités d'éducation politique.



## Algérie: trois ans après la fin du Hirak, une reprise en main

**En Algérie, les espoirs qu'avait fait naître le Hirak en 2019 ont cédé la place au désenchantement. Le mouvement populaire avait contraint Bouteflika à la démission, mais le «système» que les manifestants aspiraient à faire «dégager», lui, est toujours là. Trois ans après la fin du Hirak, Abdelmadjid Tebboune, qui apparaissait comme un président illégitime et mal élu, a réussi à s'imposer en maniant alternativement la carotte et le bâton. Le régime a habilement tiré profit des diverses crises qui ont affecté le pays pour opérer une reprise en main de plus en plus autoritaire.**

En même temps, face à la gravité de la crise sociale, Tebboune a épousé le rôle d'un Bonaparte. Il veut apparaître soucieux des intérêts des classes populaires et protecteur des plus démunis, tout en étant aux petits soins pour les patrons algériens et ceux des grands groupes internationaux. Les tensions ravivées avec le Maroc lui permettent de se présenter en sauveur de la nation et de créer un sentiment d'unité nationale. La remontée des cours du gaz et du pétrole, consécutive à la guerre en Ukraine, lui a donné une marge de manœuvre qui, à défaut de

nourrir une adhésion parmi les classes populaires, crée une forme d'attentisme qu'il entretient par des promesses renouvelées concernant le pouvoir d'achat.

### LE «DÉGAGISME» ET L'ABSENCE DE DIRECTION OUVRIÈRE PROFITENT AU RÉGIME

Le 2 avril 2019, face à l'ampleur de la mobilisation populaire, le chef d'état-major de l'armée, véritable colonne ver-

tébrale du pouvoir, poussait Bouteflika à la démission. Les militaires se débarrassaient ainsi du paravent civil derrière lequel ils avaient choisi de s'abriter vingt ans plus tôt, au sortir de la décennie noire. Il leur fallut encore des mois pour imposer l'organisation de nouvelles élections et mettre en place un nouveau paravent civil, apte à trouver une issue à la crise politique. Cette issue ne pouvait pas venir des partis dits d'opposition, actifs au sein du Hirak. Certains, comme les démocrates et les islamistes, étaient discrédités par leur compromission avec Bouteflika. D'autres, comme les badissistes, tenants d'un courant conservateur du nom de Badissia-Novembria, ne sont pas non plus apparus comme une perspective crédible à l'ensemble de la population, malgré une relative audience dans le Hirak. L'organisation Rachad, fondée par d'ex-responsables du FIS (Front islamique du salut), dont le porte-parole Mohamed Larbi Zitout est en exil à Londres depuis 1995, d'où il anime une chaîne de télévision très suivie en Algérie, n'a pas mieux réussi.



Le président de la République Abdelmadjid Tebboune.



FAROUK BATICHE / DPA

Vendredi 22 mars 2019, manifestation du Hirak contre une nouvelle candidature d'Abdelaziz Bouteflika.

Le « dédagisme » et le simple rejet de la politique du pouvoir n'offraient aucune voie aux classes populaires, aux prises avec les difficultés grandissantes du quotidien. Beaucoup se détournèrent du Hirak, au sein duquel les forces politiques agissantes, islamistes et démocrates, ignoraient voire dénigraient les intérêts des travailleurs. En effet, bien qu'en concurrence, islamistes ou démocrates ont en commun d'être prêts à servir fidèlement les intérêts de la bourgeoisie algérienne. L'absence d'un parti politique défendant réellement les intérêts des classes exploitées laissait les travailleurs sans direction propre et sans perspective. En marge du Hirak, différentes catégories de travailleurs entrèrent en lutte séparément, les unes après les autres. Les contractuels du pré-emploi, les ouvriers licenciés pour avoir créé un syndicat, les enseignants et le personnel de santé firent l'expérience qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes pour améliorer leur salaire et leurs conditions de travail.

En décembre 2019, malgré la continuation du Hirak et des appels au boycott, Abdelmadjid Tebboune fut élu président de la République, avec 39,9 % de participation à l'élection. À la tête d'un pays à l'économie exsangue, notamment du fait de la chute des cours pétroliers de

puis 2014, Tebboune paraissait en mauvaise posture.

### LA CRISE SANITAIRE UTILISÉE POUR UNE REPRISE EN MAIN

La crise sanitaire permit à Tebboune de mettre définitivement un terme à une année de contestation et de marches hebdomadaires. Même si la lassitude et l'absence de perspective avaient clairsemé les rangs des manifestants, ces marches le mettaient sous surveillance. Avec la fin du Hirak, Tebboune eut les mains plus libres pour reprendre peu à peu le terrain concédé. Aujourd'hui, c'en est fini de la liberté de manifester que le Hirak avait réussi à imposer dans la rue. Les libertés d'expression, de réunion et d'association sont piétinées.

Certes, le régime n'a pour l'instant pas opéré une répression à la manière de la junte militaire au Soudan. Il n'a pas non plus envoyé ses chars contre les manifestants, comme il l'avait fait lors de la révolte d'octobre 1988. Cela rassure sans doute une partie de l'opinion populaire, marquée par les traumatismes de la décennie noire et qui observe avec inquiétude les chaos libyen et syrien.

Il n'en demeure pas moins que des centaines de personnes ont été emprisonnées

pour leurs opinions, des étudiants, de simples travailleurs, des militants, des responsables politiques, des hirakistes, des blogueurs, des membres d'associations ou des journalistes. Sans être réprimés, certains supporters de foot de Ouled el-Bahdja, rendus célèbres par leur chant dénonciateur, *La casa del Mouradia*, disent avoir été harcelés. Le gouvernement s'est saisi de la fuite en France de la journaliste franco-algérienne Amira Bouraoui pour présenter l'Algérie comme victime d'ingérence étrangère et justifier ainsi d'autres arrestations.

Depuis juin 2021, le régime peut, grâce à la révision de l'article 87 bis du Code pénal, accuser de terrorisme ceux qui « œuvrent ou incitent, par quelque moyen que ce soit, à accéder au pouvoir ou à changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels ». Si pour l'instant seuls les courants réactionnaires du MAK et de Rachad ont été accusés de terrorisme et interdits, le pouvoir peut s'en servir contre tous ceux qui d'une manière ou d'une autre aspirent au changement.

La mise au pas autoritaire peut prendre bien des visages, et même s'exercer au nom de l'intérêt des plus démunis. C'est ce qui vient de se passer avec les nouveaux articles de loi adoptés prétendument pour lutter contre la spéculation, rendue responsable des pénuries. Ainsi, face à la pénurie de lait subventionné, consommé par les plus désargentés, le gouvernement a médiatisé le déploiement des forces de police chez les petits commerçants. Ceux qui furent accusés d'avoir stocké le lait ou de l'avoir vendu 27 ou 30 dinars (15 centimes d'euros) au lieu de 25 ont eu droit à des procès expéditifs, certains ont même écopé de peines de dix ans de prison. Par contre les gros spéculateurs, ceux qui sont en début de chaîne, ne sont pas inquiétés. Aussi, les habitants des

quartiers populaires vivent ces expéditions policières comme une démonstration de force qui vise à les intimider. Le gouvernement se méfie d'eux, car les protestations de rue, les blocages de route et les occupations de mairie sont des moyens d'action qu'ils ont souvent utilisés pour exiger un emploi, un logement ou le raccordement au gaz. Une loi récente criminalise ce type d'action, et les protestataires encourent jusqu'à vingt ans de prison.

Le gouvernement veut encore plus mettre au pas les travailleurs, en s'attaquant au droit de grève et au droit syndical. Ces droits sont déjà bien souvent bafoués, en particulier dans le secteur privé où la précarité est générale. L'UGTA, soutien historique du régime, a évité de s'y implanter pour ne pas gêner les patrons. Ces derniers empêchent l'émergence de syndicats au sein de leur entreprise. Ainsi, en 2021, les 191 travailleurs de Numilog, filiale du groupe Cevital, ont tous été licenciés pour avoir créé un syndicat UGTA. Malgré les multiples décisions de justice qui leur donnaient raison, ils n'ont jamais été réintégrés. La loi patronale est la plus forte.

Aussi, dans le secteur public, pour rendre les syndicats encore plus dociles, deux projets de loi viennent d'être élaborés,

qui ont pour but de limiter l'exercice du droit de grève et du droit syndical. Ils rendent illégale la présence des militants politiques dans les syndicats. De plus, dans les secteurs dits stratégiques, ce qui concerne l'immense majorité des secteurs, le recours à la grève sera lui aussi interdit et passible de poursuites judiciaires. Dans les secteurs où la grève sera autorisée, les travailleurs devront respecter un préavis de 15 jours. La grève sera considérée comme légale à condition qu'elle soit votée à bulletins secrets par les deux tiers des travailleurs et en présence d'un représentant du patron. Le projet interdit par ailleurs les grèves pour des motifs politiques ainsi que les grèves de solidarité.

Les protestations des principales confédérations syndicales, l'UGTA, inféodée au pouvoir, et la CSA (Confédération des syndicats autonomes) sont molles, loin d'être à la hauteur de cette attaque sans précédent. À la base, de Tamanrasset à Annaba, en passant par Bouira ou Djelfa, les assemblées générales des syndicats et les unions locales UGTA de tout le pays ont rejeté ce projet. Ils attendent le signal des directions syndicales. Celles-ci déplorent l'une et l'autre que le gouvernement ait élaboré ces lois antiouvrières sans les avoir

consultées, et dénoncent leur caractère anticonstitutionnel, ce qui ne les empêche pas d'en appeler à l'arbitrage de Tebboune, qui en est pourtant à l'initiative.

## LE POPULISME DE TEBBOUNE

Tout en affichant son autoritarisme, Tebboune tente de prévenir une explosion sociale. Comme ses prédécesseurs, il navigue à vue entre les intérêts de la bourgeoisie algérienne et les exigences du FMI d'une part, et le mécontentement des classes populaires d'autre part. Le pays continue à être durement touché par les effets conjugués de la crise sanitaire, qui a mis l'économie à l'arrêt durant de longs mois, et les effets de la chute historique des cours du pétrole, amorcée en 2014. Une grande partie de ses recettes pétrolières s'était évanouie entre 2014 à 2021, une catastrophe quand on sait que 95% des devises du pays proviennent des exportations d'hydrocarbures.

C'est pour répondre aux exigences du FMI que Tebboune avait acté, dans la loi de finance 2022, la fin des subventions sur les produits de base mises en place après l'indépendance du pays : le sucre, l'huile, la semoule et le lait, mais aussi l'énergie, le gaz, l'électricité et l'essence. Il justifiait la fin des subventions en affirmant vouloir les remplacer par des aides publiques en faveur des plus pauvres. « Mais on est tous pauvres ! » : voilà ce qu'en ont dit la majorité des travailleurs.

En tout cas, cette mesure qui devait entrer en vigueur en janvier 2022 est à ce jour reportée. Pour l'instant Tebboune temporise. Pour tenter de contre-carrer l'inflation galopante qui paupérise une grande partie de la population, il a supprimé des taxes sur les céréales afin de limiter la hausse des prix de la semoule et des pâtes.



Manifestation des travailleurs licenciés de Numilog à Béjaïa, en 2021.



Rassemblement syndical d'enseignants à Béjaïa pour les salaires, en partie empêché par la police, le 18 avril 2022.

La hausse récente des cours du gaz et du pétrole, consécutive à la guerre en Ukraine, a offert au régime une marge de manœuvre inespérée.

Depuis qu'il est élu, Tebboune s'est posé en justicier, il a pointé du doigt les disparités régionales et affiché l'ambition d'éradiquer les « zones d'ombre », les villages dépourvus de raccordement au gaz et d'infrastructures. Il n'a cessé de marteler que sa priorité est de préserver le pouvoir d'achat. Entre 2020 et 2021, l'IRG, l'impôt prélevé à la source, a été supprimé pour les plus bas salaires. Ainsi deux à cinq mille dinars (dix à trente euros) sont allés dans la poche des travailleurs mensuellement, en fonction de leur salaire. Cette somme s'est révélée vite dérisoire au regard de l'inflation.

Dans la fonction publique, durant la dernière décennie, avec le gel des salaires, les travailleurs de l'éducation, de la santé ou communaux se sont paupérisés. Le gouvernement reconnaît que les salaires, très faibles, sont en moyenne très inférieurs à ceux du privé. Aussi, en avril 2022, l'annonce de la revalorisation du point d'indice avait suscité un espoir, mais son montant, de 2 200 dinars (11 euros), fut perçu comme une insulte par tous les fonctionnaires, qui répondirent massivement à l'appel à la grève des syndi-

cats. À Béjaïa, où des syndicats locaux avaient appelé à une manifestation, celle-ci fut interdite. Le gouvernement avait menacé les syndicats, les accusant « de ne pas œuvrer à la préservation d'un climat social serein » si nécessaire aux bonnes affaires de la bourgeoisie. Pour répondre à la colère qui enflait, Tebboune s'était engagé à de nouvelles augmentations pour 2023.

En même temps qu'il s'attaque aux droits des travailleurs, Tebboune vient ainsi d'annoncer la titularisation de 60 000 enseignants contractuels ainsi que de nouvelles mesures concernant le pouvoir d'achat des retraités, des chômeurs et des fonctionnaires. Selon le ministre du Travail, ces mesures, applicables en mars 2023, toucheraient au total 7,7 millions de personnes.

Concernant les salaires du secteur public, selon les catégories, les travailleurs devraient percevoir entre 4 500 et 8 000 dinars de plus par mois en 2023, et autant en 2024. Les pensions de retraite seraient relevées afin qu'aucune ne soit inférieure au salaire minimum, qui est de 20 000 dinars, soit environ 100 euros. Quant à l'allocation de retraite, perçue par les travailleurs qui ont cotisé entre sept et quinze ans, elle ne devrait pas être inférieure à 15 000 dinars.

Le nombre de bénéficiaires

de l'allocation chômage, actuellement limité à 900 000, passerait à 1,9 million. L'allocation établie à 13 000 dinars passerait quant à elle à 15 000 dinars en 2023.

Ces mesures représenteront sans doute une bouffée d'oxygène pour bien des familles, qui subviennent aux besoins d'une jeunesse massivement touchée par un taux de chômage de 40%, mais elles sont loin d'avoir enrayer les conséquences de la crise précédente. En tout cas, ces mesures dont se vante le gouvernement ne sont rien à côté des cadeaux faits au patronat algérien et à tous les investisseurs étrangers.

## PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

Sur le plan économique, et au nom de la lutte contre le chômage, Tebboune cultive le patriotisme économique. Depuis un an, il mène une campagne baptisée « front interne », vocabulaire guerrier qui fait écho au front extérieur, aux menaces d'agression du voisin marocain, instrumentalisées et amplifiées par la propagande.

Avec ce front interne, le gouvernement prétend œuvrer à la création de milliers d'emplois. Chaque semaine la télévision fait état des projets qui fleurissent à travers le pays. On ne sait pas combien d'emplois verront le jour, mais par contre on est sûr que des milliards iront à des investisseurs privés.

En revanche, de nombreuses entreprises publiques de production sont abandonnées par l'État, qui refuse d'y injecter des fonds publics. Régulièrement des grèves y éclatent pour exiger le paiement de salaires non versés pendant des mois. Écœurés par le mépris dont ils sont l'objet, les travailleurs se battent avec courage, le dos au mur. Mais ces entreprises qui périclitent sont souvent rache-



**Nouvelle mine de fer ouverte à l'ouest du pays, à Gara Djebilet (wilaya de Tindouf), faisant appel à des partenariats privés nationaux et internationaux.**

tées pour une bouchée de pain par des patrons du privé.

Tebboune refuse de contracter des dettes auprès du FMI, afin de ne pas compromettre la souveraineté de l'Algérie. Il défend le *made in Algeria* en développant l'agriculture saharienne et en exploitant des terres rares et d'autres matières premières peu exploitées dont le sous-sol algérien est riche, comme l'uranium, l'or, le fer et le phosphate.

Dans le secteur du BTP, des grands projets et chantiers à l'arrêt depuis 2015 auraient redémarré. Fiat et Renault ont fait leur retour dans le pays avec le redémarrage des usines d'assemblage automobile mais, comme sous l'ère Bouteflika, ces usines embauchent peu de travailleurs car l'essentiel du travail a été fait avant l'importation.

Ce patriotisme économique fait en réalité la part belle aux grands groupes étrangers, qui investissent en Algérie dans tous les domaines. La nouvelle loi sur les hydrocarbures leur livre sur un plateau les richesses du pays à des conditions très avantageuses. L'Algérie ambitionne de produire 200 millions de tonnes d'hydrocarbures d'ici fin 2023. Les gisements de gaz, estimés à 2 400 milliards de mètres

cubes, attisent la convoitise. Les grandes compagnies comme BP, Total, ENI et ExxonMobil, déjà présentes en Algérie, ont été rejointes par d'autres.

### L'INSTRUMENTALISATION DES TENSIONS ENTRE LE MAROC ET L'ALGÉRIE

Pour faire passer sa politique, toutes les crises sont l'occasion pour Tebboune de créer un sentiment d'unité nationale. Il instrumentalise désormais les tensions ravivées avec le Maroc pour resserrer les rangs autour du régime et faire taire les contestations.

La rivalité algéro-marocaine était inscrite dans les projets des dirigeants nationalistes, dès les indépendances, car ils visaient chacun à la construction de leur propre État. Elle déboucha en 1963, peu de temps après l'indépendance de l'Algérie, sur la guerre des Sables, conflit pour le tracé des frontières qui séparaient les deux pays. En 1975, les deux pays s'affrontèrent au sujet du Sahara occidental, ex-colonie espagnole que le Maroc revendique et occupe. En 1994, le Maroc accusa l'Algérie d'être à l'origine des attentats meurtriers de Marrakech et, depuis,

la frontière entre les deux pays n'a toujours pas rouvert. Ces tensions semblaient en sommeil, jusqu'à ce que Donald Trump propose, en décembre 2020, de reconnaître la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, en échange de la normalisation des relations entre le Maroc et Israël. Cet accord est venu bousculer l'équilibre régional et a attisé de nouveau la rivalité entre les deux plus grands pays du Maghreb.

Après la normalisation, les accords de défense qui viennent d'être signés entre Israël et le Maroc permettent au régime algérien de se présenter comme menacé par cette alliance parainée par les États-Unis.

Une série d'événements a permis au gouvernement algérien d'étayer la thèse de l'agression, comme l'utilisation du logiciel espion israélien Pegasus par des services marocains pour espionner des responsables algériens. La création d'une usine de drones israéliens au Maroc ainsi que les manœuvres militaires de l'armée marocaine et de forces israéliennes, sous la houlette des États-Unis, qui auraient eu lieu au sud du Maroc près de la frontière algérienne, alimentent aussi les tensions.

Ces tensions permettent également au pouvoir algérien de se poser en champion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de flatter les sentiments anti-impérialistes présents dans la population. Ce pouvoir, qui foule aux pieds les droits démocratiques de sa propre population, se présente comme le défenseur du peuple palestinien opprimé par Israël et du peuple sahraoui victime du Maroc. En réalité, le contentieux sur le Sahara occidental cache mal leur compétition pour s'affirmer comme la première puissance régionale.

Construction d'un gazoduc au départ du Nigeria, sommet arabe d'Alger, organisation de la Coupe d'Afrique des nations,

MINISTÈRE ISRAÏELIEN DE LA DÉFENSE



Les ministres de la Défense marocain et israélien, Abdellatif Loudiyi (à gauche) et Benny Gantz, à Rabat, le 24 novembre 2021 après la signature d'un accord.

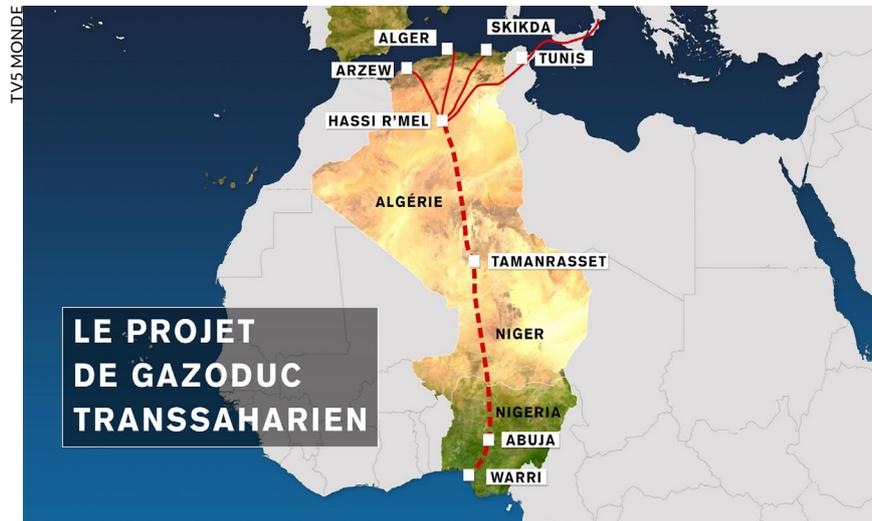
recette du couscous, paternité de la musique raï, maillot de football, berceau de la confrérie religieuse tidjania : ces derniers mois, pour les deux pays, toutes les occasions ont été bonnes pour attiser les tensions. Ces tensions instrumentalisées par les dirigeants marocains et algériens servent à faire diversion à la crise sociale qui affecte les deux pays. Ce climat belliciste vise aussi à créer un fossé entre

les deux peuples, dans la perspective d'une future guerre.

En 2022, les deux pays ont les plus gros budgets militaires d'Afrique, quatre milliards pour le Maroc et près de dix pour l'Algérie, qui annonce 23 milliards de dollars en 2023, en hausse de 130 %. Leur politique d'armement est une démonstration de puissance et les enfonce dans une logique de guerre.

Cette rivalité sert avant tout les bourgeoisies des deux pays, mais elle est attisée aussi par les manœuvres des puissances impérialistes qui y trouvent leur intérêt. Tout cela est évidemment au détriment des deux peuples, algérien et marocain, qui se sont toujours considérés comme frères, partageant la même culture, la même langue. L'un et l'autre subissent une crise sans précédent, un chômage de masse, une misère qui s'approfondit. Les deux peuples et leurs classes populaires ne doivent pas tomber dans le piège nationaliste que leur tendent des régimes de plus en plus autoritaires. C'est en s'armant des valeurs du mouvement ouvrier, de son internationalisme et en se plaçant sur le terrain de la lutte de classe, que les opprimés des deux pays pourront trouver leur voie contre un système qui aujourd'hui les écrase et pourrait demain les envoyer s'entre-tuer sur les champs de bataille.

20 février 2023



Destiné à exporter le gaz nigérian vers l'Europe par la Méditerranée, ce projet de gazoduc a fait l'objet d'un accord avec le Nigeria et le Niger, à Alger, en août 2022.



## États-Unis: après les élections de mi-mandat

**Cet article, daté du 28 janvier, a été publié dans la revue *Class Struggle* (n° 114 – hiver 2022-2023), éditée par le groupe trotskyste américain The Spark. Les notes sont de la rédaction de *Lutte de classe*.**

L'année dernière, à l'approche des élections de mi-mandat, les sondages montraient que Biden était aussi impopulaire que Trump. Les conditions de vie étant de plus en plus dégradées du fait de l'inflation et des autres problèmes de l'économie, il semblait que le Parti démocrate, qui détenait tous les leviers du pouvoir fédéral, allait payer le prix fort dans les urnes.

Mais les démocrates ont échappé à la claque électorale prédite par les commentateurs. Non seulement ils ont gardé le contrôle du Sénat, mais ils y ont gagné deux sièges. À la Chambre des représentants, ce fut une courte défaite, avec une perte de seulement cinq sièges sur 435. En outre, ils ont remporté plusieurs élections décisives de gouverneurs. Ils ont probablement bénéficié de la récente décision de la Cour suprême d'annuler l'arrêt *Roe v. Wade* et donc le droit à l'avortement. Quant aux républicains, ils ont certainement été handicapés par des candidats farfelus au Sénat et aux postes de gouverneurs dans des États-clés.

Dans l'ensemble, le taux de participation a approché 48 %, ce qui en fait le deuxième taux à une élection de mi-mandat en près d'un siècle, après celui

de 2018. Dans le même temps, dans les grandes villes considérées comme des bastions démocrates, la participation a été en forte baisse. À Chicago, où elle avait atteint 60,7 % des inscrits en 2018, elle s'est écroulée à 46,1 %. Même évolution à Cleveland, où elle est passée de 54,5 % à 46,1 %; à Philadelphie, de 52 % à 47 %; dans le comté de Los Angeles, de 57 % à 43,9 %; ainsi qu'à New York et à Detroit, passant de 41 % à 33 % dans les deux villes.

Si les républicains n'ont finalement obtenu qu'une faible majorité en sièges à la Chambre des représentants, leur avance sur les démocrates se chiffre à 3,5 millions de voix, ce qui constitue une inversion de la répartition traditionnelle de leurs électors respectifs. Par ailleurs, les gains des républicains ont été répartis de manière plus ou moins homogène dans les différentes circonscriptions. Dans celles déjà acquises aux républicains, ceux-ci ont vu leur score progresser, tandis que dans celles considérées comme des bastions démocrates, ces derniers ont perdu des voix.

Si les gros titres de la presse ont surtout retenu les bons résultats des démocrates, les analystes des deux partis ont

rapidement souligné que les élections de 2022 marquaient une nouvelle forte poussée vers la droite.

Cela dit, parler de « gauche » et de « droite » à propos des démocrates et des républicains n'est pas approprié. Ces deux grands partis ont été les seuls à alterner au pouvoir pour diriger l'appareil d'État de la bourgeoisie au cours des 166 dernières années. En effet le système électoral américain favorise le bipartisme. Les termes « gauche » et « droite » sont devenus des étiquettes utilisées pour distinguer les discours et les électors des deux partis bourgeois. Ainsi, les travailleurs se sont rangés dans le camp des démocrates pendant une bonne partie du 20<sup>e</sup> siècle et les couches plus aisées dans celui des républicains.

Quoi qu'il en soit, le soutien de la classe ouvrière aux démocrates ne cesse de diminuer depuis des années et, à l'approche des élections, cette tendance s'est confirmée: le vote ouvrier pour les démocrates a baissé de près de 15 % en 2022.

Le glissement des travailleurs blancs vers le camp républicain n'est pas nouveau. Il remonte au moins à l'élection de Reagan en 1980, voire plus loin en-

core. Mais, en 2022, l'écart en faveur des républicains a été de 33 points, soit 8 points de plus qu'en 2020.

Le recul des démocrates dans les électorsats noir, latino et asiatique a été beaucoup moins important mais, à bien des égards, il pèse encore plus lourd. En grande majorité issus de la classe ouvrière, ces électeurs constituent depuis longtemps une sorte de socle sur lequel les démocrates comptent. En 2022, 80 % de l'électorat noir votait démocrate – ce qui reste considérable – mais ce résultat représente une baisse de sept points depuis les dernières élections de mi-mandat et s'inscrit dans la continuité de l'érosion qui a suivi la période 2008-2016, durant laquelle entre 90 et 97 % des Noirs votaient démocrate. Quant au vote hispanique, il s'est porté à environ 60 % sur les démocrates, soit une baisse de 10 points en quatre ans. Enfin, les électeurs d'origine asiatique ont voté démocrate à 64 %, soit une baisse de 7 points. Bien que ces classifications ethniques ignorent les classes sociales, la tendance qui apparaît ici correspond aux résultats obtenus dans des circonscriptions ouvrières où les communautés noire, latino ou asiatique sont importantes.

Un grand nombre de responsables et d'analystes démocrates ont discuté ouvertement du problème cette année. Dans un article paru dans *Politico* le 26 octobre, l'un d'eux a ainsi déclaré : « Si les démocrates ne peuvent pas gagner dans le Nevada, on peut se plaindre des travailleurs blancs tant qu'on veut, mais en réalité nous avons un problème de fond avec toute la classe ouvrière. Il nous faut la reconquérir, indépendamment de la race. » Dans l'État du Nevada, les travailleurs noirs et latinos représentent près de la majorité du corps électoral. La défaite le 8 novembre de Steve Sisolak, gouverneur sortant, il-



L'ex-gouverneur démocrate Steve Sisolak rencontre les travailleurs de l'hôtellerie au local du syndicat des cuisiniers, à Las Vegas, dans le Nevada, en juin 2021.

lustre donc parfaitement cette analyse.

Dans le comté de Macomb, dans le Michigan, autrefois un bastion du syndicat de l'automobile UAW et du Parti démocrate, les responsables démocrates locaux ne se sont pas contentés de mentionner le problème : ils ont reproché aux comités de campagne de leur parti d'avoir diminué les fonds et les moyens des quartiers ouvriers comme les leurs, dans le Michigan et aussi dans l'Ohio, en Floride et au Texas, trois États où l'on a constaté un recul notable du vote démocrate dans les quartiers ouvriers latinos. Les démocrates de Macomb ont reproché à la direction nationale du parti de consacrer son temps et son argent aux banlieues aisées où vit la petite bourgeoisie, qui sont devenues la nouvelle cible électorale du parti, tournant le dos à leur base traditionnelle, les quartiers ouvriers.

#### LES DÉMOCRATES : UN PARTI « PROGRESSISTE » QUI A LONGTEMPS RATISSÉ LARGE

À ses débuts, le Parti démocrate était le parti des esclavagistes et, dans une certaine

mesure, il est resté marqué par ces racines jusque tard dans le 20<sup>e</sup> siècle. Mais, à partir des années 1930, il a commencé à se reconstituer en tant que parti favorable aux réformes, intégrant divers mouvements sociaux, répondant à certaines de leurs revendications, tout en les intégrant au cadre de l'État bourgeois. Dès ses premiers pas, le syndicat CIO fut mis sous l'égide du Parti démocrate, tout comme les mouvements des métayers du Sud et d'une partie des agriculteurs pauvres du Nord. Durant la Deuxième Guerre mondiale, ils furent rejoints par une population noire qui luttait non seulement pour les droits civiques, mais aussi pour l'accès à l'emploi et à de meilleurs logements. Ce mouvement de la population noire pour des droits politiques et sociaux que la société bourgeoise lui avait longtemps refusés déclencha d'autres mouvements similaires parmi les diverses nationalités opprimées qui composaient le patchwork de la classe ouvrière aux États-Unis.

Le Parti démocrate s'est attribué le mérite des réformes et des avancées que ces mouvements ont arrachées à la bourgeoisie pendant la longue période où l'hégémonie de l'impérialisme américain, générant un surplus

DR

Hazleton Standard-Speaker, Monday, March 13, 1978

# Most miners ignore back-to-work order



A few workers ride a mine car toward the entrance to Keystone Mine No. 1 at Revere, W. Va. at the start of the morning shift today. Only a few miners showed up for work. (AP)

## No violence, few pickets are reported

By The Associated Press  
Work whistles blew at many of the nation's struck coal mines today, but initial reports indicated that not enough union miners showed up for production to resume under a federal back-to-work order.

Nearly all the mines remained empty — and peaceful — with only a scattered few miners showing up for the first two shifts on the first day in which the Taft-Hartley court order, obtained by President Carter, became enforceable.

There were only isolated reports of picketing.

That was the general picture at strip mines in Tennessee and deep mines in West Virginia, and in the coal country of Kentucky, Illinois, Virginia, and

Pennsylvania. United Mine Workers members have been on strike in those areas since Dec. 6, cutting off half the nation's soft coal production.

There were reports of a few miners picketing in Pennsylvania, Tennessee and West Virginia, and of a few mines at which some miners showed up.

"We've had a few isolated instances of an employee or two showing up," said a spokesman for Bethlehem Mines Corp., which runs 11 mines in Pennsylvania. But there were so few that they were sent home.

Near Welch, W. Va., however, some 30 men of the 150-man 8 a.m. shift did report at Eastern Associated Coal Co.'s No. 1 mine — enough to do some maintenance chores, although not enough to produce coal. One man had showed up for the midnight shift, and he had been sent home.

An official of United Mine Workers Local 6196, who asked his name not be used, said the men on the midnight shift at Welch had stayed away because of the possibility of picketing or violence in the dark.

There were no pickets there at 8 a.m., and the local official predicted more men would report for future shifts if pickets did not show up. He said his men want very much to work and "somebody's got to make a start."

**Un quotidien local de Hazleton, en Pennsylvanie, déplore, le 13 mars 1978, que «La plupart des mineurs ignorent l'ordre de retourner au travail» promulgué par l'administration Carter.**

de richesses, permettait cette redistribution. Quels qu'aient été les tensions et les antagonismes — et ils étaient nombreux — entre les différents groupes composant le monde du travail, leur regroupement au sein du Parti démocrate semblait offrir une voie sur laquelle chacun pouvait poursuivre la lutte pour «le progrès». De 1932 à 1980, le Parti démocrate domina la scène politique, les républicains ne jouant un rôle significatif que pendant l'intervalle de la période du maccarthysme, la chasse aux sorcières contre les communistes, au début des années 1950.

Avec le début de la crise économique en 1971, puis son aggravation à la fin des années 1970, la situation des travailleurs commença à se dégrader. Pour l'État de la bourgeoisie, l'heure n'était plus à distribuer des miettes pour maintenir la paix sociale. Frappée par la crise, la classe capitaliste attendait d'abord de l'État qu'il l'aide à maintenir ses profits, et cela impliquait d'abaisser le niveau de vie des travailleurs. Il fallait donc démanteler les programmes sociaux et les services publics créés pendant la longue expansion de l'après-guerre. Le Parti démocrate, en loyal serviteur de la bourgeoisie

sie, fut en première ligne pour mener ces attaques. L'une des premières attaques importantes fut la faillite de la ville de New York en 1975, qui frappa durement les employés, les programmes sociaux et les services municipaux. Cette attaque fut supervisée par deux maires démocrates successifs. En 1978-1979 puis dans les années 1980, des pressions furent exercées sur les travailleurs de l'automobile pour qu'ils acceptent toute une série de concessions lors du renouvellement de leurs contrats. D'abord présentées comme temporaires, ces concessions furent ensuite rendues permanentes, et rapidement étendues au reste de la classe ouvrière. Et, là encore, l'attaque fut conduite par des politiciens démocrates, qui justifiaient les nouveaux contrats au nom de la sauvegarde des emplois dans l'industrie automobile.

Pour décourager les travailleurs de faire valoir leurs revendications salariales au travers de grèves, les deux grands partis bourgeois se relayèrent. En 1981, les démocrates passèrent la main aux républicains, et Ronald Reagan mit tout le poids de l'État pour briser la grève des contrôleurs aériens. Les caciques du Parti démocrate et des syndicats prétendent que

Reagan fut à l'origine du déclin constant qui s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui. En fait, la porte fut ouverte dès 1978, lorsque le président démocrate Jimmy Carter tenta d'utiliser la loi antisyndicale Taft-Hartley, adoptée à l'ère McCarthy, pour briser une grève dans les mines de charbon qui dura 110 jours. Le dégoût des travailleurs envers Carter, après ce qui apparaissait comme une trahison, ne fut pas pour rien dans la victoire éclatante de Reagan en 1980.

## ENTRE LES TRAVAILLEURS ET LA BOURGEOISIE, UN FOSSÉ EN PASSE DE DEVENIR UN GOUFFRE

La crise dans laquelle l'économie américaine est plongée depuis un demi-siècle a entraîné un effondrement du niveau de vie de la classe ouvrière.

En 2022, le salaire horaire minimum au niveau fédéral était de 7,25 dollars. S'il avait suivi le rythme officiel de l'inflation depuis le pic de sa valeur réelle en 1968, il aurait été de 12 dollars. Et s'il avait suivi le rythme de la croissance de la productivité depuis 1968, comme entre 1938 et 1968, il aurait été de près de 26 dollars en 2022.

L'évolution du salaire minimum illustre le fossé qui s'est creusé entre la classe ouvrière et les couches aisées au cours du dernier demi-siècle. Presque tous les gains de la croissance économique depuis le début de la crise ont été absorbés par la plus-value et les mille et une manières dont cette plus-value est répartie au sein des classes riches de cette société.

Cette évolution s'est poursuivie jusqu'aux élections de 2022. En 2021, dernière année pour laquelle on dispose de données, la marge bénéficiaire nette des entreprises a été de 9,5 %, soit la valeur la plus élevée jamais enregistrée. Cette même année, la rémunération moyenne des

PDG des 350 plus grandes entreprises a été 399 fois plus élevée que celle des salariés. En 1965, elle n'était « que » 20 fois plus élevée.

La condition des travailleurs se détériore non seulement par rapport à celle des classes aisées, dont la situation s'améliore nettement, mais aussi en termes absolus. L'inflation a grignoté la valeur réelle des salaires. Selon le département américain du Travail, le salaire horaire médian réel est au même niveau qu'en 1973. Lorsqu'il y a eu des augmentations, elles ont presque toutes bénéficié au décile supérieur de l'échelle des revenus. Ceux qui se situent dans les 40 % inférieurs ont vu leurs salaires baisser. De plus, les chiffres de l'inflation sont trafiqués et donnent une image déformée de la situation. Qui plus est, ces chiffres ignorent tous les autres facteurs qui ont réduit le revenu réel des travailleurs, à commencer par l'élimination des pensions et d'autres avantages sociaux autrefois considérés comme faisant partie de la masse salariale, ainsi que l'énorme augmentation des frais médicaux, qui constituent une ponction sur les revenus.

Les statistiques gouverne-

mentales masquent la réalité. En témoigne le taux de chômage officiel avant les élections de 2022, de 3,5 % de la population active. Or, 37 % de la population en âge de travailler est exclue de ce que le gouvernement considère comme la population active. De nombreuses personnes sont exclues de ce comptage : celles qui s'occupent d'enfants en bas âge, dans un pays où il n'existe pas de structures d'accueil publiques ; celles dont les compétences et diplômes sont insuffisants pour occuper les emplois disponibles, dans un pays où le système scolaire public est incapable d'apprendre à lire à 40 % des enfants des écoles des grandes villes ; ou encore les personnes handicapées à la suite d'accidents du travail, en raison de maladies professionnelles, voire par le Covid long qui a touché des millions de personnes, les empêchant de travailler, dans le pays affichant le pire taux de décès par Covid de tous les pays développés. Sont également exclues de la population active les personnes trop âgées pour être embauchées, mais qui n'ont pas encore atteint l'âge pour toucher les maigres aides sociales versées aux seniors. Les entre-

prises de la high-tech, en particulier le commerce en ligne et ses entrepôts, recherchent des travailleurs jeunes, forts, agiles et rapides, dont une grande partie sont relégués à des emplois temporaires ou à temps partiel, à des contrats ou à des emplois de type Uber.

Les difficultés immédiates des travailleurs ont été aggravées par la dégradation sur le long terme des services publics et l'élimination ou la privatisation des services sociaux. Lors des élections de 2022, les services publics comptaient près d'un million de travailleurs de moins que juste avant la pandémie. La classe capitaliste, avide d'aspirer une part croissante des richesses produites, cherche à s'approprier une portion croissante des sommes que le gouvernement dépensait jusqu'alors pour les infrastructures, les programmes sociaux et les services publics. Derrière la vitrine de cette grande et riche démocratie américaine, il y a peu de lois qui limitent le temps de travail, il y en a encore moins qui prévoient le paiement des arrêts maladie, et il n'y en a aucune garantissant des congés payés. Autrement dit, tout cela dépend de la bonne volonté de chaque patron. On a pu voir comment cela se traduit concrètement en 2020, aux pires moments de la pandémie, lorsque la moitié des travailleurs des industries dites essentielles n'ont pas eu droit à un seul jour de congé payé. Voici donc un pays où le système de santé est de plus en plus contrôlé par des entreprises privées, qui peuvent refuser des soins médicaux à qui ne peut pas payer.

Telle est la réalité à laquelle est confrontée la population laborieuse aujourd'hui. Ses conséquences sont dramatiques. L'espérance de vie moyenne a diminué de près de deux ans et demi depuis 2019, après une baisse de deux ans en 2015-2016. Cela est imputable au



Des travailleurs de fast-food manifestent à Las Vegas, en juin 2019 : « Levons-nous pour en finir avec la McPauvreté », « Salaires de misère », « Luttons pour 15 dollars et pour un syndicat ». (15 dollars de salaire horaire, ndlr)

Covid, certes, mais seulement en partie. Il y a tous les autres décès, dont beaucoup sont appelés par les médias « morts par désespoir » : suicides, homicides, overdoses, abus d'alcool... Au premier rang des victimes, les anciens combattants des guerres – déclarées ou non – menées par l'impérialisme américain, et leurs proches. Mais il y a aussi les jeunes gens abattus dans la rue après avoir intégré, faute de la moindre perspective d'avenir, tel ou tel gang de quartier. Il y a les quelque cinq mille personnes tuées chaque année dans des accidents du travail, et les milliers d'autres qui meurent de la mort lente causée par les fumées, les produits chimiques et les substances toxiques présentes sur leur lieu de travail. Il y a les tragédies des violences domestiques, qui sont la conséquence et le signe des pressions indicibles qui s'exercent au quotidien sur la vie des travailleurs.

### UN ENCOURAGEMENT POUR L'EXTRÊME DROITE

Faute d'une autre possibilité pour exprimer son mécontentement, la population s'est longtemps contentée de voter contre tous ceux qui semblaient diriger l'État. Dans un contexte où les démocrates étaient au premier plan pour imposer une détérioration des conditions de vie, et en l'absence d'un parti représentant la classe ouvrière, la porte était ouverte à un démagogue comme Trump.

Donald Trump a su jouer sur le ressentiment éprouvé par beaucoup de gens du fait qu'ils étaient de plus en plus pauvres, marginalisés et méprisés par ceux d'en haut. Il a su toucher une population en plein désarroi, plongée dans une crise économique grandissante. Il a instrumentalisé la colère et la frustration des travailleurs, en tournant en dérision les ins-

titutions prétendument civilisées qui leur donnent des leçons et les regardent d'en haut : les chefs des deux grands partis politiques, les médias, les universités et leurs experts, les agences gouvernementales et leurs hauts fonctionnaires, voire les stars de Hollywood, etc. Il s'en est pris à tout le monde, sauf à ceux dont le contrôle sur la société a mené à la crise, c'est-à-dire à la classe capitaliste.

Trump a servi les capitalistes en mettant au grand jour toutes les idées violentes et dévalorisantes que renferme l'idéologie dans laquelle baigne la société : suprématie blanche, nativisme anti-immigrants, misogynie, intolérance envers la manière dont les gens vivent leur intimité, machisme et violence. Autrement dit, il a incité implicitement les gens à s'en prendre les uns aux autres. Et il a emballé tout cela dans le drapeau américain, le serment d'allégeance et la croix chrétienne qui décoraient ses réunions publiques.

Rien de tout cela n'a commencé avec Trump. Il suffit de penser au rituel des réunions syndicales dans des salles ornées du drapeau américain. Ces réunions commencent par la prière d'un prêtre local, sou-

vent chrétien, et par le serment d'allégeance, ce verbiage patriotard pondé lors de la période McCarthy pour renforcer les attaques contre les militants communistes et syndicalistes. Chaque réunion syndicale qui commence ainsi entretient la soumission des travailleurs et leur loyauté à l'égard des dominants, et renforce les attaques contre eux-mêmes et toute leur classe.

Trump a-t-il transformé le Parti républicain de manière temporaire ou permanente ? Les républicains eux-mêmes n'en savent rien. Mais la question va bien au-delà du Parti républicain. Trump a donné à ses partisans une sorte de programme : se défendre en attaquant tous les « autres ». Ce faisant, il a courtoisément l'extrême droite. Quand, après la série de rassemblements d'extrême droite à Charlottesville en 2018, il a dit qu'il y avait des « gens bien » dans cette foule (ce qu'il a répété plusieurs fois par la suite), il déroulait le tapis rouge au Ku Klux Klan, aux nazis et aux Proud Boys<sup>1</sup>.

Le problème dépasse la personne de Trump. Dans un nombre croissant de pays, des démagogues de son espèce



L'ex-chef du groupe Proud Boys, Enrique Tarrío, lors d'un rassemblement à Portland, dans l'Oregon, le 17 août 2019. Il est, entre autres, impliqué dans l'attaque du Capitole.

1 Proud Boys : organisation d'extrême droite 100% masculine, fondée en 2016 à New York.

jouent un rôle très similaire. Cela signifie que quelque chose, dans la situation internationale actuelle, sur les plans politique et économique, favorise ce mouvement vers la droite, renforçant les formations d'extrême droite existantes.

Aux États-Unis, des organisations comme le KKK, les nazis, la Black Legion, les Know Nothing, les mafias et les gangs font partie du paysage depuis longtemps<sup>2</sup>. La plupart du temps marginales mais toujours là, elles ont périodiquement joué un rôle de supplétifs pour renforcer la violence étatique : dans le Sud, pour réimposer l'esclavage pendant les décennies qui ont suivi la guerre de Sécession ; dans les quartiers d'immigrants, pour maintenir un ordre que la police était incapable d'imposer ; à Chicago, où le gang Black P. Stone Nation, de concert avec le maire démocrate Richard J. Daley, expulsa l'équipe SCLC de Martin Luther King du ghetto du West Side ; dans les régions minières, où les Pinkerton massacrèrent des mineurs comme les Molly Maguires ; ou à Centralia dans l'État de Washington, où l'American Legion exécuta des militants de l'IWW en 1919, et à Minneapolis où elle assassina des grévistes ; ou dans le Michigan en 1934, où la Black Legion tua des militants du syndicat UAW<sup>3</sup>. Et puis tous ceux, de Jimmy Hoffa à Dow Wilson, qui furent tués par la mafia.

Ces forces marginales ont toujours existé aux États-Unis, mais Trump leur a permis de gagner en crédibilité aux yeux de certains travailleurs. Si le climat devait à nouveau se détériorer, cette crédibilité pourrait leur donner un poids leur



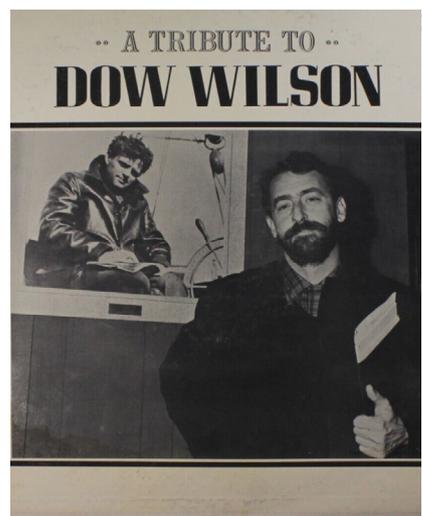
**Jimmy Hoffa (1913-1975) : dirigeant national du syndicat des camionneurs de 1957 à 1971 ; et Dow Wilson (1926-1966) : militant communiste, dirigeant du syndicat des peintres de San Francisco, devant un portrait de Jack London.**

permettant d'amener une partie de la classe ouvrière à attaquer l'autre.

L'absence aux États-Unis d'un parti ouvrier, qui représenterait les intérêts tant immédiats qu'à long terme de la classe ouvrière, a constitué une opportunité pour un démagogue comme Trump, mais pourrait aussi jouer un rôle dans un développement de l'extrême droite au sein même de la classe ouvrière.

### UNE VOIX POUR LES TRAVAILLEURS

Depuis l'époque d'Eugène Debs, il y a plus d'un siècle, il n'a pas existé d'organisation politique capable de s'adresser à tous les travailleurs, sur la base de leurs intérêts de classe immédiats et à long terme. Le Parti socialiste du temps de Debs ne le faisait pas, mais il constituait pour Debs une tribune qui lui permettait de s'adresser à la classe ouvrière à travers tout le pays, et il le fit avec un langage



correspondant aux problèmes auxquels elle faisait face et aux possibilités dont elle disposait. Il affirmait qu'il avait confiance dans la capacité de la classe ouvrière à « détruire toutes les institutions capitalistes qui asservissent et avilissent et à rebâtir des institutions libres et humaines ». En pleine Première Guerre mondiale, lors du procès qui le conduisit en prison pour s'être opposé à l'entrée en guerre des États-Unis, il déclara : « Je ne suis pas un soldat capitaliste ; je suis un révolutionnaire prolétarien... Je suis opposé à toutes les guerres, à une seule exception... et, dans cette guerre-là, je m'engagerai corps et âme... je parle de la guerre mondiale de la révolution sociale. Dans cette guerre, je suis prêt à combattre de toutes les manières que la classe dominante rendra nécessaires, même sur les barricades. »

Aujourd'hui, il n'y a toujours pas de parti de la classe ouvrière. C'est même pire qu'à l'époque de Debs. Mais le but reste le même : ceux qui veulent

<sup>2</sup> Black Legion : groupe proche du KKK, fondé dans l'Ohio dans les années 1930 et actif notamment autour de Detroit, dans le Michigan. Know Nothing : groupe protestant anti-immigration qui sévit de 1844 à 1860.

<sup>3</sup> Black P. Stone Nation : gang afro-américain, fondé dans les années 1950 à Chicago. Southern Christian Leadership Conference : organisation pour les droits civiques fondée en 1957 à Atlanta. Pinkerton : agence de détectives fondée à Chicago en 1850, servant de milice patronale et de briseuse de grèves. Molly Maguires : membres d'une organisation secrète de mineurs (souvent d'origine irlandaise) fondée en Pennsylvanie dans les années 1870. American Legion : association d'anciens combattants créée en 1919. Les Industrial Workers of the World, fondés en 1905 à Chicago, se réclamaient du syndicalisme révolutionnaire ; à la différence de l'American Federation of Labor (AFL), ils acceptaient dans leurs rangs tous les travailleurs, sans exclusive (qualifiés et non qualifiés, blancs et noirs, etc.).

mettre en place une nouvelle société et ont confiance dans la capacité de la classe ouvrière à le faire doivent trouver les moyens de s'adresser à elle, en parlant des problèmes actuels des travailleurs, mais en le faisant à partir de la perspective du combat que la classe ouvrière devra mener pour diriger la construction d'une société socialiste.

C'est exactement ce que des militants ont tenté de faire en utilisant les élections de 2022 dans le Michigan, le Maryland et l'Illinois pour parler au nom du WCP (Working Class Party – Parti de la classe ouvrière). Cette poignée de militants ne prétendent pas être le parti révolutionnaire dont on a besoin et qui n'existe pas encore. Ils ne peuvent certainement pas prétendre faire ce que Debs a pu faire grâce à sa propre expérience de la lutte des travailleurs et à l'activité de toute une génération de militants.

Mais ceux qui ont mené, dans ces trois États, la campagne pour un Parti de la classe ouvrière se sont au moins donné les moyens de dire ce qui devait l'être sur la dégradation de la condition ouvrière, sur la croissance des forces de droite et sur les possibilités dont dispose la classe ouvrière du fait de son rôle clé au cœur même du système de production et de tout ce qui lui est lié.

Ils ont dit la vérité : qu'il n'y aura pas de solution à la misère croissante tant que la classe ouvrière ne se préparera pas à la bataille.

Ils ont dit que la classe ouvrière a besoin de son propre parti politique et que rien ne peut le remplacer. Si ce parti n'existe pas encore, on peut le construire, les travailleurs le peuvent.

Les travailleurs ne peuvent pas compter sur les politiciens des deux grands partis ni sur le

gouvernement avec son lourd appareil d'État. Pour régler tous ses problèmes, les plus immédiats, comme celui des salaires, aussi bien que les plus lointains, comme le type de société qu'elle veut pour ses enfants, la classe ouvrière doit s'organiser elle-même indépendamment des autres classes et de leurs politiciens.

Elle doit rassembler ses propres forces. La classe capitaliste essaye de semer la zizanie entre les travailleurs ; de les contaminer avec de la propagande, raciste, nationaliste, sexiste. Mais les travailleurs sont aussi divisés par d'autres facteurs : leurs luttes ont trop souvent été confinées à une industrie, voire à une entreprise, quand ça n'était pas à un site.

Plus les travailleurs surmonteront leurs divisions, plus ils deviendront puissants.

C'est la perspective dans laquelle la campagne de 2022 pour le WCP s'est placée. Les militants actifs lors de la campagne ont toujours affirmé que ces élections n'allaient pas permettre de surmonter la crise, et que ce serait vrai même si le WCP était bien plus important et même s'il recevait bien plus de voix. Les crises, les problèmes ne seront surmontés qu'au travers de combats menés par la classe ouvrière rassemblant ses propres forces.

## LES RÉSULTATS

Le WCP a présenté 14 candidats : onze dans le Michigan où il se présente depuis 2016, deux dans le Maryland où il a obtenu le droit de se présenter en 2020, et un dans l'Illinois, où ce droit a été obtenu en 2022. Dans le Michigan, Mary Anne Hering, candidate du WCP pour un mandat à l'échelle de l'État, a réuni 135 789 voix. Dans le Maryland, David Harding et Cathy White, candidats pour les

postes de gouverneur et gouverneur adjoint, ont recueilli 17 154 voix. Dans l'Illinois, Ed Hershey, candidat au Congrès, a obtenu 4605 voix. Autrement dit, au moins 157 548 personnes ont voté pour un candidat WCP.

Sans doute le vote WCP paraît-il faible, comparé à celui des deux grands partis qui vivent des milliards que leur déverse la classe capitaliste. Mais la possibilité de voter pour le WCP a fourni à des travailleurs de ces trois États un moyen d'exprimer leur accord avec la perspective d'un parti ouvrier, de dire qu'ils veulent leur propre parti. Ils se sont saisis de cette occasion en votant pour au moins un candidat du WCP. Dans un pays où il n'y a pas eu même un semblant de parti ouvrier depuis plus d'un siècle, c'est un espoir pour l'avenir.

Le WCP a certainement bénéficié du fait que les électeurs pouvaient voter pour lui comme simple moyen de protester contre les deux grands partis. Mais, dans le Michigan et le Maryland, il y avait d'autres petits partis. Dans le Maryland, les Libertariens, parti d'extrême droite, et les Verts. Dans le Michigan, quatre autres partis, dont les Libertariens et les Verts. À une exception près, le WCP a obtenu un meilleur score que les autres petits partis. Et Mary Anne Hering, candidate de notre parti à la direction de l'enseignement dans le Michigan, n'est pas seulement arrivée devant les quatre autres petits partis, elle a fait mieux qu'eux dans 80 des 83 comtés de l'État<sup>4</sup>.

On peut donc dire que, dans une certaine mesure, les gens qui ont voté pour le WCP ne votaient pas seulement contre les deux grands partis bourgeois, ils choisissaient l'orientation de leur protestation.

Ces campagnes ont planté un drapeau, aux couleurs des intérêts communs de toute la

4 L'ensemble des résultats du WCP est disponible sur son site : [workingclassfight.com](http://workingclassfight.com)

classe ouvrière et dénonçant le racisme, le nativisme et la misogynie véhiculés par les deux grands partis, que ce soit ouvertement par Trump, ou hypocritement par les autres. Ces campagnes ont permis d'affirmer que Trump ne sera pas seul à

s'adresser aux travailleurs indignés par la situation, et que les démocrates ne seront pas laissés libres d'attirer le vote des travailleurs « parce qu'il n'y a pas d'autre choix ». Elles ont montré que la classe ouvrière peut avoir sa propre voix.

Celles et ceux qui ont mené ces campagnes ont confiance dans les capacités de la classe ouvrière à construire ses propres organisations politiques. À travers ces campagnes, ils estiment qu'un pas, si modeste soit-il, a été fait dans cette direction.

## Working People Need a Party Based on Our Own Class



That party does not exist today. Instead, there are two big parties, both serving the capitalist class and its chase after profit. But working people can build our own party, one that struggles to unite all our forces in a common fight. We refuse to let the bosses set us against each other by race and ethnic background, by sex, by citizenship, by age, by skill and education. We all work for our living.

We are proud to be part of the same class, the class that makes society run.



### Working Class Party Candidates:

**Top Row:** Jim Walkowicz - 9th Congressional district, Andrea L. Kirby - 10th Congressional district, Gary Walkowicz - 12th Congressional district, Simone R. Coleman - 13th Congressional district

**Middle Row:** Larry Darnell Betts - State Senate district 2, Mary Anne Hering - State Board of Education, Lou Palus - 3rd Congressional district, Liz Hakola - 1st Congressional district

**Front Row:** Linda Rayburn - State Senate district 3, Kathy Goodwin - 8th Congressional district, Kimberly Givens - State Senate district 6

**Tract de la campagne électorale 2022 du WCP dans le Michigan :**  
**« Les travailleurs ont besoin d'un parti basé sur notre propre classe ».**



## Cryptomonnaies: le capitalisme miné par la spéculation

**En novembre dernier, la société FTX, la deuxième plate-forme mondiale d'échange de cryptomonnaies, a été déclarée en faillite. Son patron et fondateur, Sam Bankman-Fried, devenu multimilliardaire en quelques années et présenté jusque-là comme un génie de la finance 2.0 par une partie du gotha capitaliste, a été arrêté de façon spectaculaire aux Bahamas, où sa société était immatriculée. En quelques mois, c'est tout le secteur des cryptomonnaies qui s'est lui-même effondré comme un château de cartes, à l'instar de la plus connue d'entre elles, le bitcoin.**

L'ensemble des actifs placés dans les différentes cryptomonnaies (ou crypto-actifs), dont l'apparition en tant que marché attirant une masse significative de capitaux avides de placements très rentables remonte à une dizaine d'années, a atteint son pic à l'automne 2021, à 2 900 milliards de dollars. Une somme certes astronomique, mais qui ne représentait alors que 0,4 % de l'ensemble des actifs financiers dans le monde. Un montant en outre très largement revu à la baisse depuis l'effondrement de la valeur du bitcoin et plusieurs scandales retentissants. Mais ce secteur n'en est pas moins un révélateur des tendances générales de la financiarisation et de la décomposition de l'économie capitaliste.

### UN SCANDALE APRÈS D'AUTRES, RÉVÉLATEUR DU FAR WEST FINANCIER

Arrêté, puis libéré après avoir versé une caution de 250 millions de dollars, le fondateur de FTX est accusé notamment d'avoir utilisé l'argent déposé par ses clients pour financer l'activité, et les placements hautement spéculatifs, d'Alameda, sa société de courtage et d'investissement basée aux Bahamas. Il lui est également reproché d'avoir maquillé la san-

té financière réelle de son entreprise: comme si la transparence et la vérité constituaient la base des marchés capitalistes.

Jusqu'en novembre dernier, Sam Bankman-Fried présentait sa plate-forme d'échange de cryptomonnaies comme l'affaire du siècle et gratifiait, dit-on, ceux qui n'y investissaient pas d'un « restez pauvres et amusez-vous bien ». Généreux donateur du Parti démocrate lors de la présidentielle de 2020 et de la récente campagne pour les élections de mi-mandat (avec 40 millions de dollars), il fut désigné par le magazine *Fortune* comme le nouveau

Warren Buffet, l'un des capitalistes les plus riches et les plus influents de la planète.

La chute de FTX, fondé à peine trois ans auparavant, et qui voyait transiter chaque mois près de 90 milliards de dollars, n'est pourtant que le dernier épisode d'une série de faillites dans le secteur de la finance liée aux cryptomonnaies et, plus généralement, à la fintech, qui regroupe les sociétés qui développent des technologies numériques optimisant les opérations financières, c'est-à-dire les plus-values que les spéculateurs peuvent en tirer. Plates-formes



STEPHANIE KEITH/BLOOMBERG

**Sam Bankman-Fried ressort libre d'un tribunal de New-York, le 22 décembre 2022, après avoir versé une caution de 250 millions de dollars.**

d'échange de cryptomonnaies, sociétés assurant des paiements, des opérations d'affacturage ou de prêt, fonds spéculatifs (si tant est qu'il en existe qui ne le soient pas...), voire crypto-banques : on ne compte plus les sociétés qui ont disparu après avoir été portées au pinacle. À chaque fois, ce furent des centaines de milliers de clients qui se trouvèrent lésés et délestés de leurs avoirs. Dans ce monde de requins, c'est bien évidemment le menu fretin qui absorbe les à-coups des marchés.

Les monnaies virtuelles, dont FTX faisait son miel, reposent sur des technologies de cryptage développées grâce aux vastes capacités de calcul des ordinateurs. Source d'une intense spéculation entre détenteurs de capitaux, ces cryptomonnaies sont produites désormais par des machines puissantes dédiées à ces calculs. Ceux-ci nécessitent à leur tour une quantité croissante d'électricité. L'activité de création de ces cryptomonnaies est quant à elle connue sous le terme de minage, tandis que ses opérateurs sont désignés comme des mineurs, réunis aujourd'hui le plus souvent dans des « fermes » disposant de dizaines, voire de centaines de machines. Mais la comparaison avec les chercheurs d'or ne tient qu'en raison de la fièvre spéculative qui a accompagné cette activité depuis son apparition, avec ses poussées frénétiques des cours à la hausse et ses chutes non moins spectaculaires.

L'effondrement brutal de FTX se distingue cependant par ses effets collatéraux, à commencer par la faillite de plusieurs sociétés et la méfiance généralisée envers les actifs basés sur les cryptomonnaies. Certains analystes ont comparé ce risque de contagion à celui consécutif à la crise des subprimes en 2007-2008, alors que le système financier mondial avait été contaminé et paralysé par les actifs « radioactifs » contenant,



**Sur son site, le Crédit agricole conseille à ses clients de n'investir dans les cryptomonnaies que ce qu'ils sont prêts à perdre. Sa filiale américaine vient de perdre ses avoirs placés dans FTX.**

directement ou indirectement, une certaine quantité de ces placements immobiliers hautement spéculatifs. La circulation actuelle des capitaux est si large et si rapide dans l'économie capitaliste qu'une contamination de cette nature est en effet tout aussi impossible à juguler que le franchissement des frontières par les virus.

Alameda Research, la firme des activités de trading de FTX, avait ainsi investi, par l'entremise de montages complexes, dans près de 500 entreprises appartenant aux diverses branches du secteur des cryptos : fermes de minage, le monde virtuel du métavers, les NFT (ces codes uniques certifiant à son détenteur la propriété d'un

bien le plus souvent numérique, objet de collection, item d'un jeu vidéo, œuvre d'art, etc. eux-mêmes objet d'une spéculation délirante), ou encore le Web3, la possible future technologie Internet.

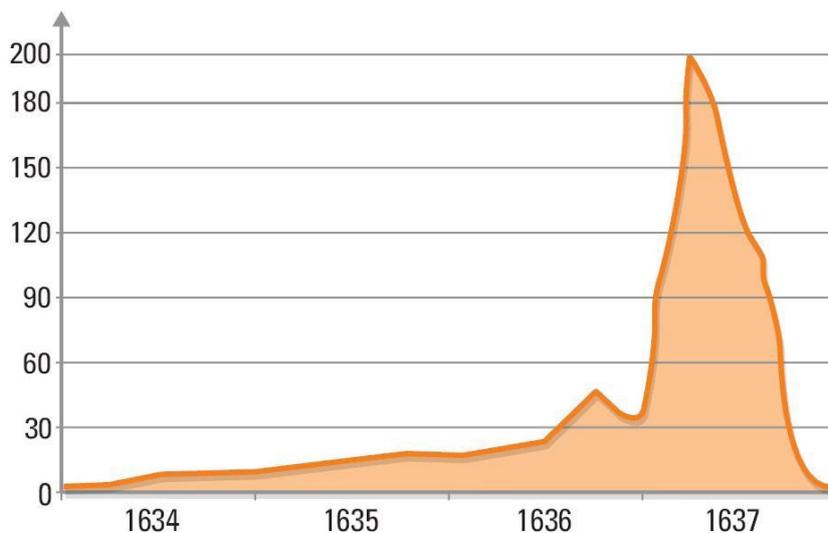
Mais d'autres secteurs supposés très porteurs avaient été ciblés par FTX : des start-up spécialisées dans les drones ou l'intelligence artificielle, des entreprises liées aux biotechnologies, des banques en ligne, ou encore des sociétés de jeux vidéo, dont l'essor attire inévitablement les spéculateurs. Des actions de deux sociétés d'Elon Musk, SpaceX et même une spécialisée dans la construction de tunnels (The Boring Company), complétaient son portefeuille.

Dans l'autre sens, de nombreuses sociétés avaient investi dans FTX. Parmi elles, Sequoia Capital, une société américaine de la Silicon Valley spécialisée dans l'incubation et le financement d'entreprises innovantes, qui gère près d'une centaine de milliards d'actifs, Temasek, un fonds souverain de Singapour, la caisse de retraite des enseignants de l'Ontario. Les plus grandes banques y avaient également placé des avoirs, dont Goldman Sachs, JPMorgan Chase et Wells Fargo, du côté américain, ainsi que la Deutsche Bank, HSBC, de même que les banques françaises BNP Paribas, le Crédit agricole, et la Société générale.

Dans la jungle capitaliste, aucune opportunité de faire fructifier ses capitaux n'est laissée longtemps de côté, ne serait-ce que pour se placer sur un créneau supposé porteur pour l'avenir ou pour empêcher qu'un concurrent ne s'y positionne et ramasse la mise avant vous. Cela s'observe de façon éloquentes ces dernières années avec les placements opérés dans le secteur automobile autour des moteurs électriques ou de l'hydrogène. Dans le cadre du marché capitaliste, tout relève du pari, de la spéculation. Si l'expression « économie de casino » a été utilisée à son propos de longue date, il faudrait parler aujourd'hui de roulette russe, tant les risques peuvent s'avérer mortels, et ce bien au-delà des joueurs eux-mêmes.

Sans doute dans le but de rassurer les marchés, celui qui a été chargé de la liquidation du groupe FTX avait géré en 2001 la faillite retentissante aux États-Unis du producteur et courtier en énergie Enron, alors la 15<sup>e</sup> entreprise mondiale par sa capitalisation boursière. Il admet, en connaisseur, n'avoir lui-même jamais vu pareil échec.

## Indice du prix des tulipes



© Belin Éducation/Humensis, 2020 Sciences économiques et sociales Term  
© COREDOC

### Graphique Bitcoin / USD



### Deux bulles spéculatives à quelques siècles de distance : celle des bulbes des tulipes et celle du Bitcoin.

Un échec qui, au fond, s'apparente à toutes les bulles spéculatives générées par l'organisation capitaliste de l'économie, depuis le krach des bulbes des tulipes au milieu du 17<sup>e</sup> siècle, contemporain de l'envol du capitalisme marchand dans les Provinces-Unies. On pourrait tout autant faire la comparaison avec l'envol puis la chute du prix des menhirs gaulois imaginés par les auteurs d'*Obélix et Compagnie*. Au 21<sup>e</sup> siècle, il existe même depuis quelques années des millionnaires pour acheter, on ne sait jamais, des terrains sur la Lune ou placer leur fortune dans les NFT. Car tout ce qui est numérisable, vidéo, image d'un parfum qui

n'existe pas, action sportive, œuvre d'art, est désormais susceptible d'être transformé en NFT et mis en vente !

Nul ne sait si l'effondrement des cryptomonnaies et de FTX peut être aujourd'hui un élément déclencheur d'un nouveau krach, tant le capitalisme voit les crises se succéder les unes aux autres au point d'atteindre un état de crise permanente.

Mais la trajectoire parcourue en quelques années par le bitcoin, la principale d'entre elles en circulation, est une autre illustration de cette économie de plus en plus folle et hors de contrôle.

## LE BITCOIN : DE LA FIÈVRE DE « L'OR NUMÉRIQUE » À LA DÉBÂCLE

L'essor du bitcoin est concomitant de la crise financière mondiale provoquée par l'effondrement du marché des subprimes.

Lancé en octobre 2008 par un mystérieux spécialiste de cryptographie, agissant sous le pseudonyme de Satoshi Nakamoto, le *Livre blanc* du bitcoin avait jeté les bases d'un système de devise électronique. La première particularité de cette dernière était d'être créée à travers le processus même la sécurisant, via un système appelé la blockchain (chaîne de blocs en français), nécessitant des calculs mathématiques complexes et de plus en plus élaborés par des ordinateurs placés en réseau. La seconde était de se passer de toute banque centrale et de tout intermédiaire financier pour valider les échanges, de façon à garantir leur anonymat et une sécurité presque totale grâce à des algorithmes de cryptage. Un fonctionnement par conséquent très différent des systèmes existants, sous l'égide des banques, de monnaie mobilisable par voie électronique attachée il y a quelques années à certaines cartes de paiement (genre Moneo), porte-monnaie électronique rechargeable ou paiement sans contact.

La première utilisation monétaire de ce système crypté en 2009 permit l'achat de... deux pizzas, payées en bitcoin. En février 2011, son cours atteignit la parité avec le dollar. Mais cette innovation représentait pour nombre de capitalistes, et aussi pour des acteurs du crime organisé et des trafics en tout genre qui partagent leurs pratiques, la perspective alléchante d'un système monétaire échappant très largement aux banques privées et centrales. Pour celles-ci, c'était au contraire une menace sur leurs prérogatives et sur le

contrôle, même relatif, que les États exercent depuis toujours sur la création monétaire. De l'achat d'une pizza, la spéculation avait ouvert bien d'autres horizons.

S'ouvrait alors la possibilité d'essor d'une monnaie partiellement indépendante des États et du système bancaire, mais assurant des fonctions essentielles : être un moyen d'échange sécurisé et à faible coût, constituer un instrument d'épargne et de réserve de valeur. Et le risque de déstabilisation pour les institutions bancaires publiques et privées restait toutefois limité tant que l'émission des cryptomonnaies demeurait un phénomène marginal.

Mais, au fil des années, la fièvre du bitcoin et de ses concurrents, l'Ether, Tether, USD Coin, Cardano, Solana... (on en compte aujourd'hui plus de 1500) a attiré un nombre croissant de capitaux et leurs usages se sont diversifiés. Dès 2014, un universitaire d'Harvard avait pu, une année durant, régler presque toutes ses dépenses en bitcoins. En 2017, une entreprise japonaise proposa à ses 4 000 salariés de les payer partiellement dans cette cryptomonnaie.

À un tout autre niveau, des levées de fonds ont commencé à être opérées par les grandes entreprises ou le secteur financier. Le canton suisse de Zoug, célèbre pour sa fiscalité accommodante envers les grandes fortunes, est vite devenu un des acteurs importants de ce type d'opérations, au point d'être dénommé la Crypto-Valley. Quant à la Bourse du commerce de Chicago, principale place boursière mondiale consacrée aux matières premières, elle mit sur pied le premier marché à terme libellé en bitcoins, s'ouvrant ainsi des possibilités très étendues. L'usage des cryptomonnaies reçut enfin une sorte d'agrément officiel de la Fed, la Banque centrale américaine, qui les déclara « légitimes ». Fin 2021, Éric

Adams, le nouveau maire de New York, avait même déclaré qu'il recevrait ses trois premiers salaires en bitcoins et entendait faire de sa ville « *le centre de l'industrie des cryptomonnaies* ».

Le bitcoin semblait en passe de s'imposer comme une monnaie banale, mais pourvue d'une technologie permettant la création d'un système d'échanges ou de transactions automatisé. Le patron de la banque JPMorgan, qui avait qualifié le bitcoin de fraude et menacé ses traders de les licencier dans la seconde en cas d'échange de cryptomonnaies, faisait plutôt figure d'exception, notamment aux États-Unis. En janvier 2021, le géant mondial de la gestion d'actifs BlackRock n'avait-il pas autorisé deux de ses fonds à acheter des produits dérivés basés sur elles ? En mars de la même année, PayPal permettait de convertir en ligne les crypto-actifs acquis via sa plateforme de paiement en ligne dans la monnaie de son choix pour régler ses achats. Deux mois plus tard, la banque d'affaires Goldman Sachs affectait une de ses équipes à l'achat et à la vente en bitcoins. C'était une réponse à l'une de ses concurrentes, Morgan Stanley, qui avait déjà lancé trois fonds d'investissement en cryptomonnaies.

Paradoxalement, celles-ci circulaient alors à la fois dans les secteurs à la pointe des techniques financières dernier cri et dans certains pays parmi les plus pauvres, comme le Vietnam, le Nigeria, le Kenya, le Ghana voire le Tchad, où le secteur bancaire est souvent défaillant et très coûteux. Au Venezuela, où l'hyperinflation avait enlevé toute valeur à la devise nationale, c'est le gouvernement lui-même qui s'est lancé dans l'achat d'équipement pour miner, en accordant au passage à une partie des fonctionnaires et des militaires parmi les plus fidèles de quoi accroître leurs revenus.



Ferme de minage de bitcoins de l'entreprise Riot Platforms Inc., au Texas.

Deux pays (le Salvador en septembre 2021 et la République centrafricaine en avril 2022) ont même proclamé que le bitcoin devenait leur monnaie officielle, proclamation qui est restée largement sans effet sur la circulation monétaire effective.

Il y a moins d'un an, certains journaux se demandaient encore si l'on paierait « *bientôt sa baguette en bitcoins ?* », et imaginait celui-ci « *en voie de conquérir la planète financière* » (*Le Monde diplomatique*, février 2022).

Mais, si les cours du bitcoin ont flambé de façon exponentielle durant des années, et encore de plus de 150 % en 2021, puis ont atteint leur plus haut historique de 68 991 dollars, ils se sont effondrés depuis, tel le prix des menhirs d'Obélix, pour retomber autour de 16 000 euros. L'Ether, la deuxième capitalisation des cryptomonnaies, pourtant moins dépendant des coûts de l'électricité, s'est effondré de la même manière de 82 % en un an. Même celles dont le cours est théoriquement adossé à des devises, notamment au dollar, et qui sont réputées plus stables, d'où leur nom (stable coin), ont connu la même déroute. Des licenciements par milliers frappent le secteur des cryptoactifs, à l'instar de Coinbase, une plateforme d'échange qui a supprimé 2 000 emplois ces six derniers mois.

### LE MINAGE... MINÉ PAR L'EXPLOSION DES COÛTS DE L'ÉNERGIE

L'explosion des prix de l'énergie et l'obligation d'un recours à des volumes croissants d'électricité pour miner les cryptomonnaies, et plus particulièrement le bitcoin, s'ajoutant à la chute des cours de ces cryptomonnaies, le minage de nouveaux bitcoins a perdu sa rentabilité.

Le bitcoin, dont les thuriféraires prétendaient qu'il était par nature décentralisé, voire démocratique, n'a pas échappé à la tendance générale à la concentration dans l'économie capitaliste. D'importantes sociétés ont émergé, dont certaines cotées en Bourse. Le temps où des geeks minaient dans leur salon comme d'autres mettaient au point des programmes informatiques au fond de leur garage appartient à un passé révolu. Les experts estiment qu'une ferme de minage de bitcoins, pour être rentable, nécessite aujourd'hui des millions voire des dizaines de millions de dollars d'investissement en matériel informatique. En novembre 2021, au maximum de sa cotation, 42 % des richesses en bitcoins étaient dans les mains de 0,01 % des propriétaires de compte. Le secteur a suivi la même trajectoire que celui d'Internet, présenté à sa naissance comme le vecteur d'une démocratisation sans li-

mite, et qui est très vite passé sous la coupe de grands groupes financiers, les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), dont l'avidité et la puissance ne sont plus à démontrer.

Pour faire tourner ces énormes fermes, leurs propriétaires recherchent les pays où ils peuvent disposer d'une puissance électrique la moins chère possible. On estime en effet qu'au moins 75 % des revenus des mineurs servent à régler leurs factures d'énergie.

Dans plusieurs pays, dont plusieurs anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale, en Malaisie mais aussi en Iran, les activités de minage ont ainsi provoqué de multiples pannes sur les réseaux ces dernières années. La plus récente a frappé en janvier 2022 l'Azerbaïdjan, où le chauffage urbain, les pompes à eau, les feux de circulation ont cessé de fonctionner et des aéroports ont dû fermer. Ce pays, où les multinationales des hydrocarbures ont massivement investi à l'ombre de la dictature, était devenu en quelques années le deuxième au monde pour le minage du bitcoin. Mais son réseau n'était pas capable de supporter une telle surchauffe. En coupant l'accès à l'Internet en janvier 2022, le président Tokaïev avait en outre entraîné l'arrêt momentané de ces fermes et la chute du cours du bitcoin de près de 12 % en une seule journée!

Depuis la volte-face du pouvoir azerbaïdjanais, qui entend, après d'autres pays, contrôler cette activité en imposant des taxes, puis l'éclatement de la guerre en Ukraine, les États-Unis apparaissent comme le principal refuge des grosses entreprises de minage.

### DE LA FIÈVRE À LA GANGRÈNE ?

En quelques années, les cryptomonnaies sont ainsi pas-

sées de l'espoir d'un nouvel El Dorado au krach. En 2014, Ben Bernanke, le patron de la Réserve fédérale américaine, expliquait qu'elles pouvaient « être porteuses de promesses à long terme, si les innovations favorisent un système de paiement plus rapide, plus sûr et plus efficace ». Lors d'une audition au Sénat en juillet 2021, un de ses successeurs, Jerome Powell, fit le constat qu'elles avaient « complètement échoué à devenir un système de paiement ». Le 30 novembre dernier, la BCE, par l'intermédiaire de deux de ses conseillers, est allée plus loin encore, évoquant à propos du bitcoin un cryptoactif à caractère presque exclusivement spéculatif devant à court terme « prendre le chemin de l'insignifiance ».

Nul ne peut prédire en réalité le devenir des cryptomonnaies, dont la technologie présente nombre d'intérêts aux yeux des capitalistes. De plus en plus d'États, dont la Chine l'année passée, en ont partiellement ou totalement interdit l'utilisation comme la commercialisation dans la période récente. Mais les États eux-mêmes ont mis à l'étude les projets de cryptomonnaies. Et, dans le sillage des cryptoactifs, la finance dite décentralisée (ou DeFi), un système alternatif qui permet d'accéder sans délai à des services financiers sans avoir à en passer par les banques, et avec des coûts largement réduits, a elle-même pris son essor. On peut aussi désormais spéculer à l'intérieur du

métavers, ce monde virtuel qui attire de plus en plus de capitaux. Mais, faute d'investir dans sa propre économie et dans son avenir, une partie de la bourgeoisie en est réduite à s'inventer un monde sans crise et sans lutte des classes. Pour l'anecdote, l'un des auditeurs qui avaient validé les comptes douteux de FTX se targuait d'être le premier cabinet à avoir son siège dans le métavers.

Ce qui pose problème aujourd'hui à la bourgeoisie est le facteur d'instabilité extrême du secteur des cryptoactifs, qui menace le système financier et la façon dont il s'est développé en s'affranchissant en partie du pouvoir que les banques ont imposé sur l'économie. Dans une économie où l'instabilité est déjà généralisée, toute secousse peut s'avérer mortelle. D'autant que d'autres bulles spéculatives se forment déjà dans le secteur des jeux, des NFT, du métavers, comme si, privés de leur drogue, les spéculateurs se tournaient vers une autre.

Et si les États demeurent totalement incapables de réguler leur économie et ses contradictions, ils tentent de leur fixer

certaines limites en tant que garants de l'intérêt général de leur bourgeoisie respective. Dans ce cadre, le pouvoir d'émission de la monnaie et du crédit a depuis toujours constitué l'une de leurs armes économiques majeures, en même temps qu'un instrument de propagande politique. Mais, quand le volume cumulé des dettes, publiques et privées, atteint des montants stratosphériques, lorsque les actifs financiers, quelle que soit la monnaie ou la cryptomonnaie dans laquelle ils sont libellés, explosent en demeurant sans rapport ou presque avec l'évolution de la sphère productive, l'impuissance des classes dirigeantes éclate au grand jour. La phase actuelle de la crise économique, avec le retour d'une inflation forte, y compris au sein des principales puissances impérialistes, et les tensions internationales qui en sont une des traductions et des accélérateurs, la décuple encore. Cette situation met à nu le fait que ce sont les rapports de force entre ces puissances qui déterminent l'issue de la guerre économique et sa transformation engagée en véritable guerre.

Ce que les révolutionnaires doivent mettre à l'ordre du jour, c'est l'instauration d'un contrôle ouvrier sur l'économie, prélude à la mise en place d'une économie planifiée, seule à même d'en finir avec le formidable gâchis financier, technique et social que représente le capitalisme.

Le 17 février 2023





mais qui défend aussi le capitalisme industriel. L'audience du journal intéresse Marx, qui y voit non seulement un revenu mais aussi un moyen de s'adresser à un vaste lectorat, à une époque où les États-Unis attirent de nombreux émigrants européens et où l'actualité américaine intéresse de plus en plus Marx.

Entre 1851 et 1862, Marx publie ainsi 487 articles, un ensemble de textes dont le volume dépasse les trois livres du *Capital*. En réalité, comme l'a révélé sa correspondance, tous ne sont pas de sa plume : Engels rédige 125 des articles, en coécrit 12 autres, et en traduit un certain nombre d'autres de l'allemand vers l'anglais. « *Je rentre directement chez moi pour terminer l'article pour le Tribune, afin qu'il parte avec la deuxième levée et que tu puisses l'envoyer par le vapeur de demain* », écrit par exemple Engels à Marx le 23 septembre 1852. Entre les deux amis, le courrier

Londres-Manchester et des rencontres fréquentes constituent plus qu'un lien personnel, une étroite collaboration politique. Leurs articles abordent de nombreux aspects de la politique européenne, britannique en particulier, mais aussi allemande, espagnole, française, etc. Au fil des années, Marx s'intéresse de plus en plus à l'Asie et aux questions coloniales, notamment à la révolte des Taiping, à la seconde guerre de l'Opium en Chine et à la révolte indienne de 1857. Il s'intéresse également à la Russie, notamment aux troubles résultant de la guerre de Crimée et à l'agitation contre le servage, aboli en 1861. Pour Marx, cette écriture régulière, en prise avec l'actualité, est aussi une façon d'affirmer ses idées et de discuter avec d'autres penseurs et militants de son temps. Les articles font donc partie du capital politique marxiste, même si le terme n'existe pas, à une époque où Marx est certes reconnu, notamment parmi les exilés allemands, mais où il n'a que peu de

partisans convaincus.

Le volume des articles du *New-York Daily Tribune*, récemment paru et concernant les années 1851 et 1852, est le premier d'une série, les Éditions sociales ayant entrepris de traduire et d'éditer l'intégralité des articles de Marx et Engels parus dans ce journal. Ce projet s'inscrit dans la GEME (Grande édition Marx et Engels), qui propose de nouvelles traductions de leurs œuvres, à partir de l'édition des œuvres complètes en langue originale, la MEGA. Ce volume I contient d'abord une série de 19 articles, connue sous le titre *Révolution et contre-révolution en Allemagne*, articles rédigés par Engels, traduits et édités par le passé. Il y analyse les forces à l'œuvre dans les États allemands et en Autriche en 1848-1849, le jeu des classes sociales, les aspirations réformatrices de la bourgeoisie et sa crainte du rôle du prolétariat. Ce volume contient également 13 « dépêches d'Angleterre », sur la situation et les pratiques politiques britanniques, après plus d'une décennie de mobilisation du mouvement chartiste. L'introduction détaillée, utile pour mettre en contexte l'ensemble des articles, insiste néanmoins sur les « erreurs de pronostic » de Marx et d'Engels, alors que ceux-ci, forts de leur optimisme révolutionnaire, font en réalité des paris militants qui n'ont pas de valeur prédictive. Des notes et des annexes aident à comprendre les nombreuses références à des personnalités et à des événements aujourd'hui oubliés.

15 février 2023

Friedrich Engels et Karl Marx, *Les articles du New-York Daily Tribune*. Volume I (1851-1852), édition et traduction d'Alexia Blin, Yohann Douet, Juliette Farjat, Alexandre Feron et Marion Leclair. Paris, les Éditions sociales, 2022. Prix : 26 euros.



Marx et Engels, dans les années 1860. Assises : les filles de Marx, Jenny (1844-1883), Eleanor (1855-1898) et Laura (1845-1911).

# Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

## Lutte Ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.  
Prix: 1,50 €.

**Fête de Lutte ouvrière 2023,  
à Presles dans le Val-d'Oise:  
Samedi 27, dimanche 28  
et lundi 29 mai  
(week-end de la Pentecôte)**

Les exposés du

### Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: [www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT). Prix: 2 €.

### Les dernières conférences:

**Révolte en Iran: face à une dictature obscurantiste, élément de l'ordre impérialiste**  
(n° 170, 4 février 2023)

**L'Ukraine, terrain d'affrontement entre l'impérialisme et la Russie**  
(n° 169, 19 novembre 2022)

**Les banques, un concentré du capitalisme en crise**  
(n° 168, 20 novembre 2021)

**L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours  
Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser**  
(n° 167, 31 mai 2021)

**150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871**  
(n° 166, 20 mars 2021)

Toutes les brochures sont à commander sur la page:  
[www.lutte-ouvriere.org/publications/commander](http://www.lutte-ouvriere.org/publications/commander)



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site [lesbonscaracteres.com](http://lesbonscaracteres.com).

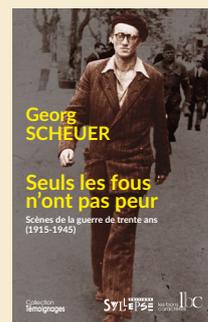
**Georg Scheuer**

*Seuls les fous n'ont pas peur*

*Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)*

Collection Témoignages

Prix: 15€



**Barabara Kingsolver**

*Sur les piquets de grève  
Les femmes dans la grande  
grève des mines d'Arizona  
en 1983*

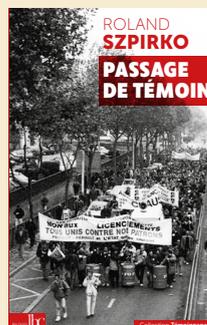
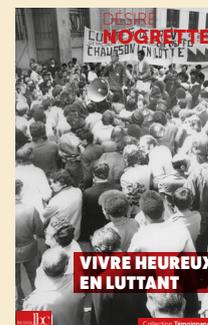
Collection Témoignages

Prix: 19€

**Désiré Nogrette**

*Vivre heureux en luttant*

Prix: 13,50 €



**Roland Szpirko**

*Passage de témoin*

Prix: 17,50 €

**Paul Palacio**  
*Souvenirs d'un militant  
révolutionnaire  
à Renault-Billancourt*

Prix: 9 €



# Lisez la presse révolutionnaire internationale!

## AFRIQUE



**Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes**  
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX  
<http://www.uatci.org>

## ALLEMAGNE



**Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter**  
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €  
Correspondance:  
Das rote Tuch,  
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE  
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

## BELGIQUE



**Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd**  
Correspondance:  
BP 54, rue de la Clef  
7000 MONS – BELGIQUE  
<http://www.lutte-ouvriere.be>  
<http://www.arbeidersstrijd.be>

## ESPAGNE



Correspondance:  
[boletinvozobrera@yahoo.es](mailto:boletinvozobrera@yahoo.es)  
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE  
<http://www.vozobrera.org>



## ÉTATS-UNIS



**Bimensuel trotskyste**  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique  
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$  
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA  
<http://www.the-spark.net>



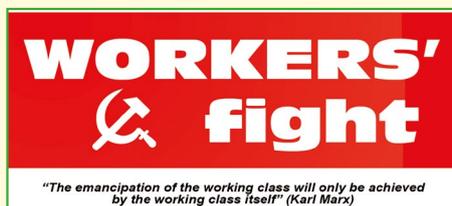
**Revue trimestrielle publiée par The Spark**  
Abonnement par avion, sous pli fermé  
USA, Canada, Mexique,  
un an (4 numéros): 16 \$  
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$  
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND  
21203 – USA

## FRANCE



**Hebdomadaire trotskyste**  
Prix: 1,50 €  
Abonnements: France – DOM TOM,  
six mois: 25 €; un an: 50 €  
Autres pays, par avion, sous pli fermé:  
nous consulter  
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –  
CCP PARIS 26 274 60 R  
[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

## GRANDE-BRETAGNE



**Mensuel**  
Abonnement: écrire à la boîte postale  
<http://www.w-fight.org>  
contact e-mail: [contact@w-fight.org](mailto:contact@w-fight.org)



**Trimestriel publié par Workers' Fight**  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
Abonnement 1 an:  
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

## GUADELOUPE - MARTINIQUE



**Bimensuel trotskyste**  
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –  
Pli ouvert: 23 €  
Guadeloupe:  
Combat ouvrier – Philippe Anaïs  
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –  
97128 GOYAVE  
Martinique:  
Combat Ouvrier – Louis Maugée  
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE  
CEDEX  
<http://www.combat-ouvrier.com>

## HAÏTI



**Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)**  
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI  
e-mail: [vdtravailleurs@yahoo.fr](mailto:vdtravailleurs@yahoo.fr)

## ITALIE



**Mensuel du Cercle ouvrier communiste**  
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –  
ITALIE  
Abonnement 1 an: 12 €  
<http://www.linternazionale.it> – contact  
e-mail: [linternazionale@tin.it](mailto:linternazionale@tin.it)

## TURQUIE



**Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)**  
Mensuel trotskyste  
Correspondance:  
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –  
GRANDE-BRETAGNE  
<http://www.sinifmucadelesi.net>